

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

112, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

La question agraire en France (*J. Castel*). — Vers la mainmise des financiers américains sur les richesses économiques françaises (*Dupleix*). — L'unité syndicale internationale (*Manouïlsky*). — L'anniversaire de la 1<sup>re</sup> Internationale (*N. Riasanov*). — Chronique des Cellules : La réorganisation du Parti sur la base des Cellules

d'usines ; Echangeons des expériences ; Le travail pratique en Allemagne. — Documents sur le 5<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. — Contre le proudhonisme (*Marcel Ollivier*). — Le gouvernement travailliste anglais et l'Internationale en Chine (*Karl Radek*). — Les événements de Chine (*M. Milchaïlov*).

## La question agraire en France

### Les ouvriers agricoles

Le nombre total des ouvriers agricoles qui était aux derniers recensements de 3.297.766, se divise en différentes catégories dont les principales sont les suivantes :

|  |           |
|--|-----------|
| Journaliers agricoles et forestiers..... | 2.090.204 |
| Métayers .....                           | 344.000   |
| Domestiques et servantes de ferme.....   | 748.176   |
| Ouvriers jardiniers et horticulteurs.... | 115.386   |

Pas plus que les paysans, les ouvriers agricoles ne constituent un tout homogène. Les conditions générales d'existence et de travail déterminent le degré de combativité et d'émancipation des différentes catégories de travailleurs ruraux.

Les *journaliers* concentrés dans les grandes exploitations (agricoles du Midi, bûcherons du Centre) possèdent un sentiment de classe fortement marqué, et ont su depuis de longues années créer leurs organisations de lutte. Le mouvement révolutionnaire doit trouver en eux un appui essentiel pour sa pénétration à la campagne et des alliés sûrs au moment des luttes décisives pour la conquête du pouvoir.

Au contraire, les *domestiques de ferme*, malgré que leur niveau de vie soit très inférieur et l'exploitation dont ils sont l'objet, des plus féroces, voient leur combativité émoussée d'abord par suite de leur dispersion et de leur isolement, et ensuite par le fait que vivant et travaillant parfois avec leur patron, se trouvant en contact permanent avec lui, ils en subissent forcément l'influence.

Avant d'examiner le rôle révolutionnaire que les ouvriers agricoles sont appelés à jouer à la campagne, il importe de bien connaître la situation matérielle et le degré de conscience de classe qui anime chacune des catégories les plus importantes.

### Les agricoles (journaliers, domestiques, et servantes de ferme)

Particulièrement nombreux dans la région du Nord, en Bretagne, dans l'Est et le Massif Central,

les domestiques et servantes disséminés par petites quantités dans des milliers de fermes, constituent certainement la partie la plus déshéritée de l'ensemble des travailleurs des campagnes, malgré qu'en de certaines régions leur situation se soit sensiblement améliorée depuis la guerre. Nourris et logés à la ferme, ils sont constamment à la disposition et sous la complète dépendance du patron ou du fermier. Dans cette vie de soumission, de servage et de peine, ils annihilent peu à peu leur individualité et modèlent leurs sentiments sur ceux du maître.

Les conditions de travail de la plupart des ouvriers agricoles sont déplorables. Des journées interminables de 16 et 17 heures en été, leur interdisent tout travail intellectuel ; pour ce labeur de bête de somme les salaires sont dérisoires, de 1.500 à 3.000 francs par an dans le Cantal, de 3.500 à 4.000 dans la Beauce, la Brie et la région du Nord ; pour les journaliers non nourris, 12 à 14 francs l'été et 6 à 8 francs l'hiver dans la région parisienne, 13 à 14 francs dans la Somme, etc. Le couchage à l'écurie, sur la paille, est encore en honneur en beaucoup de régions, et le repos hebdomadaire généralement inconnu.

On comprend que malgré ces conditions défavorables qui font des domestiques et servantes de ferme de véritables parias, il soit très malaisé de les organiser. Vivant isolés, n'ayant qu'un contact insuffisant avec les autres catégories d'ouvriers, ils n'ont jamais, sauf de rares exceptions, essayé de secouer les chaînes de servitude qui les accablent. Un mouvement avait pourtant réussi à prendre pied avant la guerre dans la région de grande culture de la Brie. Une grève d'une grande ampleur éclata en 1919, au cours de laquelle les ouvriers posèrent pour la première fois les revendications suivantes : reconnaissance des délégués de ferme, respect de la journée de 8 heures et des prescriptions d'hygiène concernant la nourriture et le couchage, etc. Depuis cette époque, la plupart des organisations syndicales ont disparu.

## Les bûcherons du Centre

De tous les travailleurs ruraux, les bûcherons ont été les premiers chez qui la conscience de classe et l'esprit de lutte se sont développés. Déjà il y a une trentaine d'années, à une époque où le syndicalisme était encore à ses premiers tâtonnements, entravé dans son essor par l'action émolliente du mutualisme, les bûcherons, dressés contre l'exploitation terrible dont ils étaient l'objet de la part des marchands de bois, luttèrent bravement pour leur droit à la vie et pour la pénétration des idées syndicalistes dans leur milieu.

En 1892 se constituait la première Fédération bûcheronne. Très vite les ouvriers la composant s'aperçurent que l'amélioration durable du sort de la classe ouvrière ne peut être obtenue que par la transformation de la société capitaliste en société communiste. En 1884, déjà, le Congrès des bûcherons avait pris position à ce sujet et votait, à la grande indignation des quelques députés et sénateurs présents, un ordre du jour qui protestait « contre les agissements d'un gouvernement qui prend le mot d'ordre au Vatican » et estimait « que seul le socialisme collectiviste est capable de faire l'émancipation des travailleurs ».

Les bûcherons ont imposé aux marchands de bois des conditions que pourraient leur envier les travailleurs des autres corporations, comme par exemple, la conclusion de contrats collectifs uniformes (étendus cette année aux ouvriers forestiers de cinq départements), l'obligation de n'occuper dans les coupes de bois que des ouvriers syndiqués, etc.

Les bûcherons du Centre se trouvent aujourd'hui comme hier à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire à la campagne. Dans leur simplicité qui divise la société en deux camps, les blancs et les rouges, ils ont su se débarrasser de l'idéologie petite-bourgeoise et ont percé à jour la trahison des réformistes. Le prolétariat industriel trouvera dans sa lutte contre le capitalisme parmi ces travailleurs simples et rudes de solides alliés.

## Les métayers du Sud-Ouest et du Bourbonnais

Le métayage est une des survivances des modes d'exploitation du moyen âge, basée sur le principe du partage par moitié entre le propriétaire et le métayer des récoltes et autres produits de la ferme, ainsi que des charges et impôts divers. Le métayer est en outre contraint de fournir gratuitement au propriétaire certaines redevances en nature (œufs, volailles, etc.) et d'exécuter certaines corvées (entretien des chemins, des bâtiments, etc., etc.). C'est un salarié d'un genre spécial dont la rémunération est basée sur l'état et le prix plus ou moins élevé de la récolte et du bétail.

Le nouvel état d'esprit créé par la guerre et surtout le refus des propriétaires de tenir compte aux fins de bails, de la plus-value acquise par le cheptel, consécutive au relèvement général des prix, provoquèrent en 1919 une grande effervescence chez les métayers du Sud-Ouest et contribuèrent au développement rapide des organisations de défense paysanne, principalement dans le Lot-et-Garonne et le Gers.

Dans les Landes, alors que les tentatives de groupement n'avaient eu qu'un minime succès avant-guerre, en 1919, grâce au contact journalier des métayers démobilisés avec les ouvriers du centre métallurgique du Boucau, de nombreux syndicats se constituèrent et menèrent l'action énergique que l'on connaît. C'est dans cette région,

que sur le terrain économique, fut appliqué avant la lettre le mot d'ordre du bloc ouvrier et paysan. Après avoir été soutenus par les ouvriers industriels dans leur mouvement revendicatif de 1919, les métayers landais apportèrent aux ouvriers l'aide la plus fraternelle lors des grandes grèves de 1920.

Les syndicats de métayers du Bourbonnais qui avaient pris une assez grande extension avant la guerre, ont complètement disparu.

Quoique par sa situation, et la nature de son travail, le métayer s'apparente au petite propriétaire, son esprit de classe est plus développé. Il doit constituer à la campagne un solide point d'appui pour la révolution.

## Les viticoles du Midi

Les conditions spéciales du travail, qui tendent à grouper les ouvriers en équipes nombreuses, les agglomération très denses de la population agricole, le contact journalier et l'habitude des discussions, l'existence d'un prolétariat complètement ou partiellement dépossédé de ses instruments de travail, la facile évaluation des revenus et des profits du propriétaire, ont créé chez les viticoles du Midi une *conception de classe nettement marquée*.

Aussi dès août 1890 les premières organisations syndicales apparurent-elles dans cette région. La crise viticole de 1900-1907 fut le point de départ de nombreux et après conflits au cours desquels se constituèrent de nombreux syndicats. Le mouvement de révolte qui s'était emparé de la classe ouvrière trouva son expression au cours des mémorables manifestations de 1907, habilement canalisées par les politiciens en quête de mandats électoraux.

Malheureusement le tempérament impétueux et léger, spécial aux méridionaux, les fluctuations des prix des vins — seule ressource de la région — influent fortement sur la combativité des ouvriers dont les organisations et les conditions d'existence subissent des hauts et des bas assez accentués.

## La main-d'œuvre étrangère

La situation misérable qui est faite à l'ouvrier agricole et forestier, le développement continu de l'industrie qui puise la main-d'œuvre qui lui est indispensable dans le réservoir constitué par la population agricole, l'énorme vide creusé par la guerre, la faible natalité, — tous ces faits qui contribuent à la dépopulation rapide des campagnes — amènent le patronat agraire à faire appel à un nombre toujours plus élevé d'ouvriers étrangers.

De 1914 à 1921, il a été introduit dans l'agriculture : 272.238 espagnols, 41.089 belges, 19.191 italiens, 5.934 polonais, et quelques milliers de tchécoslovaques. Depuis 1921 l'émigration n'a fait que s'accroître.

La majorité des ouvriers espagnols et italiens sont facile à organiser car ils possèdent un sentiment de lutte de classe quelquefois plus vigoureux que les travailleurs français. Les ouvriers des autres nationalités sont beaucoup plus réfractaires à l'organisation. En les organisant fortement au même titre que les ouvriers indigènes, nous aurons la possibilité de les faire participer à la lutte contre l'ennemi commun : le capitalisme.

Il nous reste encore à examiner le rôle révolutionnaire de la classe paysanne dont les ouvriers agricoles doivent être les animateurs. Ce sera l'objet du prochain article.

J. CASTEL.

# Vers la mainmise des financiers américains sur les richesses économiques françaises

Au mois de mars dernier, le gouvernement français d'alors, présidé par M. Poincaré, avait pu enrayer le mouvement de baisse du franc qui prenait une allure catastrophique.

La banque *J. Pierpont Morgan and Co*, de New-York, avait bien voulu consentir à la *Banque de France*, agissant pour le compte de l'Etat français, une avance de 100 millions de dollars dont l'échéance venait le 12 septembre dernier.

A ce sujet, le gouvernement actuel communique que le renouvellement de cette avance a été consenti par la banque Morgan à la *Banque de France*. Cette nouvelle est arrivée à point, car le franc avait commencé un mouvement de recul quelques jours auparavant, juste au moment où le gouvernement, effrayé par la hausse grandissante du coût de la vie, annonçait sa volonté d'enrayer cette hausse par une pression sur les changes.

Le mouvement de *sauvetage du franc*, entrepris en mars dernier, avait été aussi obtenu grâce à l'aide d'un crédit de 3 millions de livres sterling mis à la disposition de la France par la banque *Lazard Brothers* de Londres. Ce dernier crédit n'a pas été renouvelé, le gouvernement français pensant sans doute que l'aide américaine sera suffisante.

Le renouvellement de l'avance américaine peut avoir des conséquences graves pour l'avenir politique et économique de la France. Ce fait prouve que le franc français ne peut désormais se passer de l'appui des puissances financières internationales sans être condamné à rejoindre le mark, ou peu s'en faut.

Cela place le gouvernement français sous l'influence directe des magnats de Wall Street, dont l'activité s'étend de plus en plus sur l'Europe et le monde.

Lorsque le prêt américain à la France, en mars dernier, fut officiellement avoué, les adversaires du gouvernement d'alors et en particulier les partis de gauche qui actuellement occupent le pouvoir, s'indignèrent des conditions que mirent les financiers américains à leur prêt : acceptation du plan des experts par le gouvernement français ; engagement de renoncer pendant toute la durée du prêt à toute politique d'emprunt ; mise en équilibre du budget par la réduction sérieuse des dépenses.

M. Herriot, leader de l'opposition d'alors, parla même de « *turquification* » de la France. On s'éleva contre la manœuvre électorale de la part du gouvernement pour faire les élections sur le mouvement de hausse du franc.

Cependant, malgré toutes les protestations d'alors et malgré tous les reproches adressés à Poincaré, ses successeurs, ses adversaires de la veille, durent prendre les mêmes mesures pour empêcher le franc de reculer aux abîmes.

Et à ce propos, le *Journal des Débats*, qui fait de l'opposition au gouvernement actuel, remarque que la politique financière de l'ancien cabinet n'était pas si mauvaise pour que ses successeurs aient jugé bon de la continuer.

Il est facile de comprendre pourquoi le gouver-

nement Herriot a été obligé de faire renouveler les crédits américains, lorsque l'on se rend compte de la précarité de la situation financière.

Le budget de 1924 a été l'objet de remaniements avant le départ du Parlement en vacances, car le gouvernement a dû demander la discussion sur les 400 millions de francs de crédits rectificatifs, pour assurer l'équilibre provisoire du budget.

Ces 400 millions qui sont demandés par le gouvernement au Parlement ne représentent qu'une partie des crédits rectificatifs demandés, qui s'élevaient pour le moment à un total de 1.200 millions de francs.

Le budget de 1924 avait été voté l'année dernière en même temps que celui de 1923, et constituait une innovation de la part du gouvernement Poincaré, qui espérait ainsi ne pas dépasser les limites fixées alors.

Mais les dépenses réelles se sont trouvées sensiblement supérieures à celles qui avaient été prévues, ce qui a obligé le gouvernement Herriot à demander des crédits supplémentaires sous le nom de crédits rectificatifs.

A propos de la discussion de ces projets de loi, le rapporteur général du budget au Sénat, M. Henry Bérenger, s'est livré à un examen détaillé de la situation budgétaire.

Il a indiqué d'abord que les dépenses s'élèveront à un total approximatif de 30.700 millions de francs, dont environ 24.700 millions pour le budget ordinaire, et 6 milliards pour le budget dit des dépenses recouvrables, qui comprend les dépenses devant être remboursées par l'Allemagne en exécution du traité de Versailles.

Les recettes s'élèveront à un total d'environ 27 milliards de francs, dont 24 milliards d'impôts directs et indirects, 1.500 millions produits du domaine de l'Etat, et 1.500 millions de ressources exceptionnelles (contribution sur les bénéfices de guerre et liquidation des stocks de guerre).

Entre les 30.700 millions de francs de dépenses et les 27 milliards de recettes apparaît donc un déficit de 3.700 millions pour tout l'exercice 1924.

Le chiffre du déficit est sensiblement plus élevé que celui indiqué dans le rapport du même rapporteur général en date du 30 juin dernier, qui, à cette époque, accusait 1 milliard de francs de déficit contre 3.700 millions aujourd'hui.

Cela est imputable aux *diminutions considérables des plus-values* qui sont apparues dans le rendement des impôts. La comparaison des recouvrements opérés pendant les mois de mai et de juin 1924 et de ceux effectués au cours des mois correspondants de 1923, compte tenu des suppléments de recettes obtenus par l'application de l'augmentation de 20 % sur les impôts, fait apparaître (par rapport aux résultats des premiers mois de l'année) un ralentissement des plus-values, qui s'abaisse de 419 millions en avril, à 240 millions pour mai et à 188 millions pour le mois de juin.

La plus-value acquise au cours du premier semestre 1924 ressort à 1.785 millions de francs ; la plus-value probable du second semestre ne se-

rait plus, d'après les évaluations du ministère des Finances, que de 1.281 millions.

Les recouvrements budgétaires pour le mois d'août 1924 ont accusé une diminution de plus de 741 millions sur les recouvrements de juillet 1924, qui avaient été les plus élevés des huit premiers mois 1924.

Le chiffre de 1.788.508.000 francs, qui est celui d'août 1924, constitue le plus bas rendement mensuel de l'année 1924.

A ces difficultés d'ordre budgétaire viendra s'ajouter prochainement la question du règlement des dettes de guerre envers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les plus gros créanciers de la France.

On parle beaucoup en ce moment, dans la presse financière française, du règlement de la dette française aux Etats-Unis, qui s'élève à 4 milliards de dollars.

En vue de ce règlement, le financier américain Mitchell vient précisément de déclarer que les dettes interalliées devraient être payées suivant les principes du plan Dawes. Dans ce cas, il faudrait s'attendre à ce que les Etats-Unis s'emparent des douanes et de certains des monopoles d'Etat de la France, lui réclamant le contrôle de ses chemins de fer et la participation à ses industries.

D'autre part, on annonce que M. Edward Hurley, membre de la Commission de la Dette à Washington, a soumis, lors de son retour de France, à M. Mellon, secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis le plan suivant pour le remboursement et la consolidation de la dette française aux Etats-Unis.

Cette dette serait remboursée par une série de paiements s'échelonnant sur une période de 63 ou 67 années. Ces paiements commenceraient dans cinq ans.

La moyenne de l'intérêt serait de 2 1/2 %. Quant aux annuités, le plan prévoit deux hypothèses : ou bien la France rembourserait 100 millions de dollars par an, ou bien les paiements seraient au début plus faibles, et ils croîtraient d'année en année jusqu'à ce qu'après 20 ans, ils dépassent l'annuité de 100 millions de dollars.

Le même plan envisage que les Etats-Unis utiliseraient la moitié des paiements annuels — soit 50 millions de dollars — en Bons de l'industrie française. On estime qu'il serait ainsi possible de financer l'électrification des chemins de fer français et belges.

Ce projet, s'il se réalise, mettra la France dans une situation financière des plus graves. Il sera difficile, sinon impossible, de retirer annuellement du budget 500 millions de francs-or, auxquels viendra sans doute s'ajouter une somme sensiblement égale pour le règlement de la dette envers la Grande-Bretagne. D'autre part, les 50 millions de dollars que les financiers américains placeront dans l'industrie française ou dans les chemins de fer constitueront en fait, et au bout de peu de temps, la mainmise des magnats de Wall Street sur l'activité économique de la France et sans doute de la Belgique, qui a dû faire appel, de son côté, au concours des banques de New-York pour empêcher son franc de dégringoler.

Devant les difficultés que rencontrera la France pour le règlement des autres dettes — car il faudra payer les Anglais — l'aide financière de New-York sera certainement envisagée. D'ailleurs, ac-

tuellement, le bruit court avec persistance qu'un emprunt de plusieurs centaines de millions de dollars va être consenti à la France par un groupe de banques américaines.

Les Américains, qui ne sont pas gens à prêter leurs dollars sans garantie, vont demander des garanties de l'ordre de celles dont nous parlions plus haut : contrôle des douanes, des monopoles d'Etat, des chemins de fer, et peut-être des finances publiques.

A propos du règlement de la question des dettes extérieures françaises, nous allons assister à un essai de colonisation de la France par les Américains. Ce ne serait, après tout, que le plan Dawes appliqué à la France.

L'application de ces mesures à l'économie française aura des conséquences très graves pour le prolétariat français.

L'industrie française, qui est loin d'avoir atteint le degré de concentration et de développement de l'industrie allemande, se trouverait dans l'obligation de diminuer sensiblement son prix de revient pour assurer à la fois suffisamment de profits aux capitalistes américains d'abord et aussi aux capitalistes français.

Diminution du prix de revient, cela se traduira, pour la classe ouvrière, par diminution des salaires, augmentation de la journée de travail, en un mot aggravation des conditions de vie du prolétariat.

DUPLEIX.

## LA CHINE

Depuis le milieu du siècle dernier, la Chine agricole, avec ses immenses provinces — au total 11.140.000 kilomètres carrés, soit 22 fois la France — et sa population impossible à recenser exactement (440 millions d'âmes, d'après un recensement approximatif de 1921), est l'objet des convoitises des Etats capitalistes européens.

Une quinzaine d'années auparavant (1840-42), l'Angleterre avait fait à la Chine la guerre de l'opium et conquis le port de Hong-Kong. La grande puissance européenne imposait à coup de canon, à l'Empire du Milieu, l'importation de stupéfiants dont l'usage est prohibé en Angleterre.

En 1866, les Anglo-Français interviennent en Chine pour y maintenir au pouvoir la dynastie Mandchoue.

En 1884-86, la France conquiert sur la Chine l'Annam et le Tonkin.

En 1894-95, le Japon qui s'europeanise, encouragé par cet exemple, déclare à son tour la guerre à la Chine pour lui arracher l'île de Formose.

En 1898, l'Allemagne s'empare de Kiao-Tschéou, la Russie de Port-Arthur, l'Angleterre de Wei-Hai-Wei. Le mouvement national des Boxers est réprimé en 1900-01 par une expédition militaire internationale commandée par le maréchal allemand Waldersee.

La guerre russo-Japonaise de 1905 donne la Corée au Japon.

Depuis la révolution de 1911 qui a renversé la dynastie mandchoue, la Chine, divisée en provinces indépendantes, est en proie aux intrigues des puissances impérialistes. Elle a deux gouvernements principaux : celui de Pékin, réactionnaire inféodé aux étrangers, présidé par Tsao-Koun, et celui de Canton, national-démocratique, présidé par Sun-Yat-Sen.

# L'unité syndicale internationale (1)

A Hull a lieu la première « grande » rencontre entre les Trade-Unions anglais et les syndicats russes. La classe ouvrière organisée du monde entier fixe ses regards sur cette rencontre. Pour la première fois depuis la guerre et la révolution, les 5 millions d'ouvriers organisés dans les Trade-Unions anglais entendront à leur Congrès la voix des représentants du prolétariat russe.

La signification symptomatique de cette première rencontre n'est pas dans les discours qui seront prononcés au Congrès. Il faut rechercher sa signification beaucoup plus profondément dans le courant des masses qui a forcé les leaders libéraux et réformistes des syndicats anglais à aller au devant du désir des travailleurs.

Il ne fait pas de doute que nous assistons actuellement à une nouvelle orientation dans le mouvement ouvrier international. Nous le sentons déjà dans l'air, nous pressurons ses formes encore confuses. Nous allons ouvertement à sa rencontre. Seuls les aveugles peuvent ne pas voir ce fait.

Malgré cela, il se trouvera certainement parmi les ennemis du mouvement ouvrier des hommes qui essaieront d'expliquer cette rencontre par des considérations « gouvernementales ».

La rencontre de Hull est le deuxième acte de rapprochement qui vient juste après l'accord anglo-soviétique conclu avec Mac Donald.

Naturellement, il ne manquera pas de gens naïfs, ou simplement stupides, qui seront portés à croire à cette version d'une combinaison gouvernementale. Nous ne nions pas que les chefs des syndicats anglais, qui forment la base du parti travailliste actuellement au pouvoir, servent les intérêts de la bourgeoisie. Le parti travailliste nous en donne actuellement et journalièrement des preuves. Mais résumer ainsi toute l'idée de la rencontre de Hull, ne pas voir en elle la révélation d'une tendance des masses laborieuses à l'unité du mouvement syndical, cela signifie ne rien comprendre aux événements qui se passent.

Où est le fond de la question ?

Au 5<sup>e</sup> Congrès mondial, la question syndicale a été le point central de l'ordre du jour. Ce n'est pas par hasard. La question syndicale fait partie de tout le problème tactique posé au 5<sup>e</sup> Congrès ; ceci conformément aux changements survenus sur la scène internationale.

Dans l'*Internationale*, organe du Parti communiste allemand, H. M., un des chefs responsables du Parti, a très justement posé la question de notre nouvelle ligne de conduite dans le mouvement syndical, en la liant à la situation internationale.

Quels sont ces changements qui nous ont obligés de mettre la question syndicale et de l'unité syndicale au premier plan ?

Il y a quelques mois, l'Allemagne, avec les événements révolutionnaires tempétueux qui s'y déroulaient, formait le centre du mouvement international. A ce moment, nous devions amener tous les problèmes de tactique à la question de la révolution allemande.

(1) Cet article du camarade Manouïlsky a été écrit avant le Congrès des Trade-Unions anglais, tenu dernièrement à Hull.

## Le rôle du mouvement ouvrier anglais

Aujourd'hui, l'axe est déplacé et se trouve du côté du *mouvement ouvrier anglais*.

Avec l'avènement au pouvoir du parti travailliste, le prolétariat anglais reçoit, pour la première fois, la possibilité de vérifier en pratique le programme « socialiste », non seulement de son parti travailliste, mais aussi celui de toute la 2<sup>e</sup> Internationale. Cette expérience réveillera inévitablement les ouvriers anglais, dont les organisations forment le pilier de la 2<sup>e</sup> Internationale. Cette marche à gauche se manifeste déjà.

Si faibles que soient nos espoirs à l'égard de la gauche, qui commence à se former au sein des Trade-Unions anglais, nous ne pouvons, néanmoins, ignorer ce fait nouveau ayant une signification politique énorme.

Notre P. C. anglais a maintenant, et pour la première fois, la possibilité de se rapprocher des masses en utilisant les difficultés croissantes du mouvement syndical anglais. Au 5<sup>e</sup> Congrès mondial, Zinoviev s'est exprimé ainsi : « Nous ne savons pas encore par où passera le communisme en Angleterre, si c'est par Mac Manus et Stewart ou par une autre voie ». Il a vu juste. Nous serions de mauvais communistes, si nous n'avions pas compté sur la possibilité de conquérir les masses laborieuses anglaises, qui jusqu'à aujourd'hui ont échappé à notre influence.

Cette situation nouvelle donne à l'Internationale Communiste la possibilité de monter sur l'arène politique anglaise. Pouvons-nous nous contenter des succès obtenus en Russie soviétique, en Allemagne, en France et oublier le pays classique du mouvement ouvrier : l'Angleterre ? Non, et c'est pour cela qu'au 5<sup>e</sup> Congrès nous avons posé, en face des déformations de la tactique du front unique par les éléments de droite du mouvement communiste allemand, la question de la fusion de l'I. S. R. avec l'Internationale d'Amsterdam.

Seuls les doctrinaires, qui ne se rendent pas compte du processus dialectique qui se dessine au sein de la classe ouvrière, peuvent ne pas comprendre le lien intérieur existant entre la lutte contre les déviations de droite et notre campagne en faveur de l'unité syndicale. Notre campagne pour l'unité syndicale ne peut en aucun cas donner lieu à une atténuation de nos critiques envers les déviations intérieures de notre Parti et envers les social-traitres de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Au contraire, c'est à cette condition d'une critique sans pitié que notre manœuvre stratégique sera assurée du succès. Ce serait une grande erreur de penser que cette campagne doit amener un rapprochement de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> Internationale.

Aussi longtemps que le mouvement ouvrier se trouvait en opposition contre les gouvernements bourgeois, c'est-à-dire jusqu'en 1914, la lutte entre l'aile droite et l'aile gauche du mouvement ouvrier international revêtait une forme purement idéologique et ne dépassait pas le cadre de l'organisation. Les éléments révolutionnaires luttaient avec les opportunistes dans les limites d'un même parti ouvrier ou dans les coopératives et les syndicats.

Actuellement, la situation a complètement changé. Les éléments opportunistes, organisés dans la 2<sup>e</sup> Internationale, s'appuient, dans leur lutte contre la 3<sup>e</sup> Internationale, sur l'appareil des Etats démocratico-bourgeois (en Angleterre, au Danemark, etc.). Et en même temps, les éléments ouvriers révolutionnaires, réunis dans la 3<sup>e</sup> Internationale, peuvent s'appuyer sur le pays des Soviets, la Russie actuelle. Ceci signifie qu'à l'heure actuelle notre lutte contre le socialisme opportuniste se déroule aussi sur le terrain gouvernemental.

La 2<sup>e</sup> Internationale écrase les insurrections ouvrières et coloniales avec l'aide de l'appareil gouvernemental bourgeois. Noske, membre de la 2<sup>e</sup> Internationale, se pose en Gallifet allemand ; les socialistes polonais mènent la guerre contre la première République ouvrière du monde ; en Bulgarie, les partisans des « larges » noient dans le sang, avec Tzankov, les émeutes ouvrières et paysannes, et le gouvernement « travailliste » de Mac Donald organise en Chine des insurrections de marchands contre le démocrate Sun Yat Sen.

Nous entrons dans une période de lutte acharnée entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Internationale. *Les armées organisées, les canons, les mitrailleuses, les tanks et les gaz asphyxiants*, voilà les arguments de la discussion ! Ne pas voir cela, c'est ne pas voir, en dehors de la forme extérieure, le fond, l'essence de la situation.

La lutte pour l'unité syndicale est étroitement liée à toute notre campagne contre les illusions démocratiques pacifistes.

Au 5<sup>e</sup> Congrès, nous avons défini l'époque que nous vivons comme une ère démocratico-pacifiste. Le fait caractéristique de cette ère est que la bourgeoisie ne peut plus maintenir son pouvoir sans l'aide des partis de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Au Congrès de Hull, Purcell déclara, avec une franchise cynique ou bête : « Je demande aux délégués de noter le fait qu'à mesure que le *pouvoir politique* passe presque partout aux mains des *classes laborieuses*, le *pouvoir économique* se concentre de plus en plus dans les mains d'un petit groupe d'*aristocrates de la finance*. » Nous recommanderions de marquer ces paroles, au fer rouge, sur le front des chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale. On ne peut pas s'imaginer une reconnaissance plus franche de la banqueroute de la politique « travailliste » dans le cadre de l'Etat impérialiste.

L'époque de création, en Europe, de gouvernements « ouvriers » achève le processus (commencé déjà pendant la guerre et même avant) de dégénérescence des vieux partis socialistes et de tous les appareils de classe des Etats bourgeois. Le *Labour Party* anglais, étant enraciné dans les syndicats et s'appuyant principalement sur eux, menace de les dégrader en instrument de l'Etat bourgeois. Pouvons-nous permettre, sans résister, que les syndicats, qui représentent une forme historique définie de la lutte de classes, soient réduits à la servitude par un Etat bourgeois ? Nous serions des lâches politiques si, au moment où les organisations syndicales de la classe ouvrière, par la trahison de leurs chefs, se trouvent menacées d'être transformées en un instrument de l'Etat capitaliste, nous ne nous dressions pas tous unanimement : l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge et les puissants syndicats russes, afin d'empêcher cette soumission des syndicats ouvriers sous

l'Etat bourgeois. Voilà le but essentiel de notre campagne en faveur de l'unité syndicale.

D'autre part, le fait même de la création d'un gouvernement travailliste anglais prouve que, dans sa période de déclin, la bourgeoisie ne peut régner qu'à la condition d'établir une tactique de « front unique » avec les couches ouvrières les mieux payées. La bourgeoisie réussit à renforcer sa situation en portant la scission dans les rangs du prolétariat.

Si nous voulons, non pas dans les phrases, mais effectivement, en finir avec cette époque d'illusions démocratico-bourgeoises, nous devons combattre le « front unique » de nos ennemis et y opposer notre mot d'ordre de l'unité syndicale. La délégation des syndicats russes au Congrès de Hull est en train d'accomplir cette mission.

### Les difficultés de la situation

Enfin, la troisième cause qui nous a incités à mettre la question de l'unité syndicale à l'ordre du jour est le désir d'en finir à tout prix avec cette stagnation internationale qui se faisait remarquer dans la corrélation des forces entre l'I. S. R. et Amsterdam.

Il y a trois années, quand nous avons fondé l'I. S. R., une grande vague révolutionnaire soulevait le mouvement européen. Des gens comme d'Arragona ou Robert Williams étaient au chevet de la naissante Internationale Syndicale Rouge. Nous espérions alors arracher, dans un court délai et par une attaque directe, le mouvement syndical à l'influence des réformistes.

Nous avons eu de très grands succès durant les trois années écoulées. Nous pouvons affirmer, sans nous vanter, d'égaliser en influence et en forces l'Internationale d'Amsterdam. Mais nous apercevons ces derniers temps que cette corrélation de forces a tendance à se cristalliser pour une période relativement longue.

C'est également la situation particulière dans les différents pays qui ont mis à l'ordre du jour la question de l'unité syndicale.

En Russie, la situation est claire ; là, il n'y a pas de scission syndicale, une seule C. G. T. réunit tous les syndicats.

Mais, dans les pays où le mouvement syndical est divisé, le problème se trouve compliqué. Prenons par exemple l'Allemagne. Notre Parti allemand appelle les masses se trouvant sous son influence à rester dans les vieux syndicats. Mais la politique scissionniste des chefs de l'A.G.D.B. (C.G.T. allemande) amena à la création de nouveaux syndicats, groupant les communistes exclus des vieux syndicats et les « non-organisés ». En pratique, il arrive que les membres du même Parti communiste militent dans deux organisations syndicales parallèles. Cette situation crée une grande confusion et rend difficile le travail syndical. La situation est encore beaucoup plus confuse et difficile dans les pays où la majorité de la classe ouvrière suit les social-démocrates.

Les syndicats russes sont peut-être beaucoup moins intéressés dans l'unité avec Amsterdam que le mouvement ouvrier occidental, car la scission syndicale crée dans ces pays une atmosphère qui empêche le développement du Parti communiste. Voilà pourquoi les tentatives de rapprochement avec les syndicats anglais, dont les russes ont pris l'initiative à Hull, ne sont pas une « manœuvre nationale ». La tendance vers l'unité répond surtout aux besoins du mouvement ouvrier occidental.

## Le but de notre action

Encore quelques mots pour conclure. Nous constatons que beaucoup de camarades ne se rendent pas encore nettement compte du sens de notre manœuvre stratégique. Pour pas mal d'entre eux, cette tactique ne représente qu'une simple action servant à dévoiler les chefs réformistes. D'après ces camarades, tout le sens de cette grande campagne se ramène à des objectifs de pure agitation. Non, notre manœuvre vise beaucoup plus loin et elle a une signification politique beaucoup plus importante : c'est à la fusion des deux Internationales syndicales que nous voulons arriver.

C'est pour cette raison qu'on ne peut poser, dès le commencement de la campagne pour l'unité syndicale internationale, des conditions excessives à Amsterdam, car ce serait condamner à l'échec toute notre campagne, avant qu'elle n'ait sérieusement commencé.

Quand nous aurons réussi à convaincre les masses ; quand nous leur aurons montré que les prolétaires anglais, français, allemands ont la même cause à défendre, à mener la même lutte

de classe (par exemple, dans la lutte contre le plan Dawes, dont la réalisation réduirait les ouvriers d'Europe à l'esclavage), nous pourrions alors, par l'intermédiaire des organisations nationales, poser d'autres conditions à Amsterdam. Mais poser des conditions dès la première phase de la campagne, cela signifierait ramener toute notre manœuvre stratégique à des pourparlers avec les chefs. Notre campagne n'a de sens que si nous réussissons à y intéresser les grandes masses. La première tâche de nos différentes sections nationales est de poser devant leurs adhérents très nettement la question du sens de notre campagne, afin d'éviter toute confusion.

Nous pourrions donner plus d'un exemple de cette confusion. Quand, en Allemagne, Schumacher soumet la question de l'unité syndicale à celle du plan Dawes, la lutte pour la journée de huit heures à celle de la dictature du prolétariat, nous avons simplement affaire avec des gens qui ne savent pas de quoi il s'agit. C'est seulement quand nos partis se seront clairement rendu compte des buts et du sens de notre nouvelle campagne que nous pourrions escompter un succès.

MANOUILSKY.

# L'anniversaire de la 1<sup>re</sup> Internationale

*A l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs (28 septembre 1864), nous reproduisons du livre du camarade N. Riasanov, sur l'Œuvre de Marx et Engels (paru en russe), les passages sur l'origine et la fondation de la 1<sup>re</sup> Internationale.*

LA REDACTION.

## La crise de 1857-1858

En France la crise de 1857-1858 n'avait pas sévi avec moins d'intensité qu'en Angleterre. Elle eut une forte répercussion sur l'industrie textile ainsi que sur toute l'industrie de luxe.

La guerre entreprise par Napoléon en 1859 fut un moyen pour détourner le mécontentement des ouvriers. Au début de 1860, la crise affecte particulièrement l'industrie artistique parisienne.

Mais Paris était également un grand centre urbain qui s'était fortement développé depuis 1850 et où florissait l'industrie du bâtiment. Une des grandes réformes de Napoléon III fut la reconstruction de toute une série de quartiers parisiens, la suppression des anciennes rues étroites transformées en larges rues et avenues où il était impossible d'élever des barricades. Durant plusieurs années, le préfet de Paris, Haussmann, s'occupa de la reconstruction méthodique de la ville.

Aussi à Paris, comme à Londres, un grand nombre d'ouvriers du bâtiment se trouvèrent-ils rasés. Ce furent eux qui, depuis les manœuvres jusqu'aux ouvriers qualifiés, fournirent les principaux cadres du nouveau mouvement ouvrier qui se développa à partir de 1860.

## Le Proudhonisme

Le relèvement du mouvement ouvrier après 1860 fait renaître les anciens groupes socialistes, parmi lesquels il faut mentionner en premier lieu le

proudhonisme. A cette époque, Proudhon lui-même était encore vivant. Après avoir été emprisonné un certain temps, il avait émigré en Belgique et, directement ou par ses adeptes, exerçait une certaine influence sur le mouvement ouvrier. Mais la doctrine qu'il prêchait après 1860 était quelque peu différente de celle qu'il développait lors de sa polémique avec Marx.

C'était alors une théorie tout à fait pacifique adaptée au mouvement ouvrier légal. Les proudhonistes se donnaient pour but d'améliorer la situation des ouvriers et les moyens qu'ils proposaient à cet effet étaient adaptés principalement aux conditions de vie des artisans. Le principal de ces moyens était le crédit à bon marché et si possible gratis ; à cet effet, ils recommandaient l'organisation de sociétés de crédit dont les membres s'entraideraient, se rendraient mutuellement des services. De là, le nom de mutualisme. Sociétés d'entraide, renonciation aux grèves, légalisation des sociétés ouvrières, crédit gratuit, renonciation à la lutte politique directe, amélioration de la situation par la seule lutte économique qui d'ailleurs ne doit pas être dirigée contre les bases du régime capitaliste : tel est en substance le programme des mutualistes qui, sous certains rapports, étaient plus modérés que leur maître.

Parallèlement à ce groupe, il s'en trouvait un autre encore plus à droite, dirigé par le journaliste Armand Lévy, autrefois étroitement lié avec l'émigration polonaise et précepteur des enfants du poète polonais Mickiewicz. Il était en rapports étroits avec le prince Plon-Plon.

Le troisième groupe, le moins nombreux, mais composé exclusivement de révolutionnaires, était celui des blanquistes qui avaient renouvelé leur propagande parmi les ouvriers, les intellectuels, les étudiants et les littérateurs. A ce groupe appartenaient entre autres Paul Lafargue et Charles

Longuet qui, tous deux, devinrent dans la suite les gendres de Marx.

Clemenceau fréquentait également ces milieux. Tous ces jeunes gens et ouvriers se trouvaient sous l'influence de Blanqui qui, il est vrai, était alors emprisonné, mais entretenait néanmoins des relations suivies avec l'extérieur et avait des entrevues avec ses amis. Les blanquistes étaient les ennemis les plus acharnés de l'Empire napoléonien et se livraient au travail clandestin.

Tel était l'état du mouvement ouvrier en France vers 1862, époque à laquelle se produisirent une série d'événements qui provoquèrent un rapprochement plus étroit entre les ouvriers français et anglais.

### La délégation française à l'exposition de Londres

L'occasion en fut fournie par l'exposition universelle de Londres. Cette exposition était le couronnement d'un nouveau stade de la production capitaliste, de la grande industrie qui avait transformé les pays isolés en parties de l'économie mondiale.

Cette exposition donna lieu à Paris à une agitation parmi les ouvriers. Le groupe d'Armand Lévy s'adressa au président de la commission chargée d'organiser la section française de l'exposition de Londres. Ce président qui était le prince Plon-Plon, fit délivrer des subsides pour l'envoi d'une délégation ouvrière à l'exposition de Londres.

Cette générosité souleva des vives discussions dans tous les ateliers parisiens. Les blanquistes, évidemment, s'élevaient catégoriquement contre l'acceptation de cette aumône gouvernementale. Mais un autre groupe, où prédominaient les mutualistes, n'était pas du même avis. Ces derniers estimaient qu'il fallait se servir de cette possibilité légale. L'argent, disaient-ils, était donné pour l'envoi de délégués ouvriers. Il fallait exiger que la délégation fût non pas nommée par les autorités, mais élue par les ateliers. Ces élections seraient une excellente occasion de propagande et les ouvriers tâcheraient de faire passer leurs candidats.

Ce groupe, dirigé par deux ouvriers, Tolin et Perrachon, parvint à faire triompher son point de vue. Les élections par ateliers furent autorisées et presque tous les candidats du second groupe furent élus. Les blanquistes boycottèrent les élections ; quant au groupe de Lévy, il n'obtint aucun mandat. C'est ainsi que fut organisée la délégation ouvrière de Paris. D'Allemagne également fut alors envoyée à Londres une délégation liée avec le groupe d'ouvriers qui avaient assumé l'organisation du congrès ouvrier et s'étaient adressés à Lassalle.

De la sorte, l'exposition universelle de Londres permit la rencontre des ouvriers français, anglais et allemands. Ces ouvriers en effet se réunirent et c'est à cette réunion que quelques historiens font remonter la fondation de l'Internationale. Voyons par exemple ce que dit à ce sujet Steklov dans son Histoire de l'Internationale :

« L'exposition universelle de 1862 servit de prétexte aux ouvriers anglais et à leurs camarades du continent pour se rapprocher et s'entendre. A Londres... le 5 août 1862, eut lieu la réception solennelle des 70 délégués des ouvriers français par leurs camarades anglais. Dans les discours qui furent prononcés à cette occasion, on montra la nécessité d'établir une liaison internationale entre les prolétaires qui,

en tant qu'hommes, citoyens et travailleurs, ont les mêmes intérêts et les mêmes aspirations ».

Ce n'est là qu'une légende. En réalité, cette réunion eut un tout autre caractère. Elle se tint avec la participation et l'approbation des représentants de la bourgeoisie et des classes dirigeantes. Et les discours qui y furent prononcés n'attaquèrent aucun entrepreneur et n'alarmèrent aucun policier, car les capitalistes anglais qui, pendant la grève des ouvriers du bâtiment, avaient été les leaders des entrepreneurs, participaient à la réunion. Les trade-unionistes anglais refusèrent démonstrativement de participer à ce meeting. Voilà pourquoi on ne saurait considérer cette réunion comme le début de l'Internationale.

La seule chose exacte, c'est que les ouvriers arrivés de France et d'Allemagne à Londres, devaient se rencontrer avec les ouvriers français et allemands qui avaient émigré après 1848. Or, l'endroit où se rencontraient les ouvriers des différentes nationalités après 1850 était la Société d'Education ouvrière fondée en février 1840 par Schapper et ses camarades.

Le réfectoire et le café de cette société étaient situés précisément dans le quartier où étaient alors fixés les étrangers. Ce quartier resta le centre de rassemblement des étrangers jusqu'à la guerre impérialiste de 1914.

Il est certain qu'à Londres quelques membres de la délégation française firent connaissance des vieux émigrés français, de même que les ouvriers allemands de Leipzig et de Berlin renouèrent connaissance avec leurs anciens camarades. Mais ce n'étaient là, évidemment, que des liaisons fortuites qui, par elles seules, n'étaient pas de nature à amener la fondation de l'Internationale.

### La guerre civile aux Etats-Unis

Deux événements très importants se produisirent alors, qui hâtèrent la fondation de l'Internationale. Le premier fut la guerre civile aux Etats-Unis. La question de l'abolition de l'esclavage était déjà depuis quelque temps à l'ordre du jour. Elle revêtit une telle acuité, amena un conflit si violent entre les Etats du Sud et ceux du Nord que, pour maintenir l'esclavage, les premiers résolurent de se séparer de l'Union et de se constituer en république indépendante.

Une guerre éclata alors qui eut des conséquences inattendues pour le monde capitaliste. Les Etats du Sud avaient alors le monopole de la production cotonnière du monde entier. L'Egypte ne produisait que très peu de coton ; l'Inde orientale et le Turkestan ne fournissaient rien au marché européen.

De la sorte, l'Europe se trouva soudain privée de coton. Alors que l'industrie dans son ensemble s'était déjà complètement relevée de la crise de 1857-1858, une crise sans précédent atteignit l'industrie cotonnière et affecta non seulement l'Angleterre, mais aussi la France, l'Allemagne et même la Russie.

Le manque de coton entraîna un renchérissement considérable de toutes les autres sortes de matières premières dans l'industrie textile. Certes, les grands capitalistes souffrirent moins que les autres, mais les petits et les moyens se hâtèrent de fermer leurs entreprises. Des centaines de milliers d'ouvriers européens se trouvèrent ainsi réduits à la famine.

Les gouvernements se bornèrent à de misérables aumônes. Les ouvriers anglais qui, récemment —



pendant la grève des ouvriers du Bâtiment — avaient donné l'exemple de la solidarité, se mirent à organiser l'œuvre de secours. L'initiative fut prise par le Conseil londonien des Trade-Unions. Un comité spécial fut organisé.

Il en fut de même en France, où ce comité fut dirigé par les représentants du groupe qui avait organisé l'élection de la délégation ouvrière pour l'Exposition de Londres. Des rapports s'établirent entre les deux comités.

Ainsi, les ouvriers anglais et français eurent une nouvelle preuve de la liaison étroite d'intérêts qui existe entre les ouvriers de différents pays. La guerre civile aux Etats-Unis, qui provoqua un violent bouleversement de la vie économique de l'Europe, frappa également les ouvriers anglais, français, allemands et même les ouvriers russes des gouvernements de Moscou et de Vladimir et les rapprocha les uns des autres. C'est pourquoi, dans la préface au premier tome du *Capital*, Marx écrit que la guerre civile américaine du XIX<sup>e</sup> siècle a été pour la classe ouvrière un signal au même titre qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la guerre des Etats-Unis contre l'Angleterre, pour leur indépendance, avait été le signal pour la bourgeoisie française et la révolution de 1789.

Il se produisit encore un autre événement qui intéressait les ouvriers des différents pays. Le serfage venait d'être aboli en Russie. Il fallut réaliser une série de réformes dans les autres branches de l'administration et de la vie économique. En même temps, le mouvement révolutionnaire se renforçait et posait des revendications plus radicales. Les régions frontalières, la Pologne y comprise, s'agitaient.

### La campagne contre le tsarisme

Le gouvernement tsariste saisit l'occasion pour en finir d'un coup avec la sédition extérieure et intérieure. Il provoque l'insurrection de Pologne et en même temps, avec l'aide de Katkov et d'autres écrivains vénaux, il attise le patriotisme du grand-russien Mouraviev, et ses acolytes sont chargés de réprimer l'insurrection polonaise.

En Europe Occidentale, où le tsarisme russe était universellement haï, l'insurrection polonaise provoqua de vives sympathies. Différents gouvernements, entre autres les gouvernements français et anglais, donnent pleine liberté d'action aux défenseurs des insurgés polonais, tentant par là de donner une issue au mécontentement qui s'était accumulé parmi les ouvriers.

Une série d'assemblées sont convoquées ; on organise en France un comité à la direction duquel nous retrouvons Tolin et Perrachon. En Angleterre, Cramer et Odger, pour les ouvriers, et le professeur Bisly, pour les intellectuels radicaux, prennent la direction du mouvement en faveur des Polonais.

En avril 1863 ils convoquent à Londres un immense meeting présidé par le professeur Bisly et où Cramer prononce un discours pour défendre les Polonais. L'assemblée adopte une résolution dans laquelle elle décide que les ouvriers français et anglais exerceront sur leurs gouvernements respectifs une pression pour les faire intervenir en faveur de la Pologne.

On décide également d'organiser un meeting international. Ce meeting eut lieu à Londres, sous la présidence du même Bisly, le 22 juillet 1863. Odger et Cramer, au nom des ouvriers anglais, et Tolin,

au nom des ouvriers français, prirent la parole. Tous ils démontrèrent la nécessité de restaurer la Pologne indépendante. Ce fut là l'unique sujet de leurs discours.

Mais le lendemain eut lieu une réunion que ne mentionnent pas ordinairement les historiens de l'Internationale. Elle fut organisée sur l'initiative du Conseil londonien des Trade-Unions, mais, cette fois, sans la participation des éléments bourgeois. Odger y démontra la nécessité d'une liaison plus étroite entre les ouvriers anglais et ceux du continent. La question de l'Internationale des Travailleurs était posée pratiquement.

### Manifestations internationales

Les ouvriers anglais étaient alors fortement concurrencés par les ouvriers français, belges et en particulier par les ouvriers allemands ; et c'est pourquoi les trade-unionistes anglais recherchaient chaque occasion d'influer sur les ouvriers étrangers arrivés en Angleterre. Or, c'était au moyen d'une organisation unissant les ouvriers des différentes nationalités qu'il était le plus facile d'y parvenir.

Il fut décidé que les ouvriers anglais enverraient une Adresse aux ouvriers français. Pour donner une idée du caractère de cette Adresse, je cite le passage suivant :

« La fraternité des peuples est indispensable dans l'intérêt des ouvriers. Car chaque fois que nous essayons d'améliorer notre situation au moyen de la réduction de la journée de travail ou de l'augmentation des salaires, les capitalistes nous menacent d'embaucher des ouvriers français, belges, allemands qui accompliront notre travail pour un prix moins élevé. Par malheur, cette menace est souvent mise à exécution. La faute, certes, n'en est pas aux camarades du continent, mais exclusivement à l'absence de liaison régulière entre les salariés des différents pays. Il est à espérer que cette situation prendra bientôt fin. »

L'Adresse ne fut envoyée à Paris qu'en novembre 1863. A Paris, elle servit de matière pour l'agitation dans les ateliers.

Mais la réponse des ouvriers français se fit longtemps attendre. On se préparait alors, à Paris, aux élections complémentaires au Corps législatif qui devaient avoir lieu en mars 1864. Et à cette occasion, un groupe d'ouvriers, parmi lesquels Tolin et Perrachon, posent une question très importante : les ouvriers doivent-ils avoir leurs propres candidats ou se borner à soutenir les candidats radicaux ? En d'autres termes, faut-il se séparer nettement de l'opposition bourgeoise et intervenir avec une plate-forme spéciale ou se trainer à la remorque des partis bourgeois ?

### Le manifeste des Soixante

Cette question fut ardemment discutée à la fin de 1863 et au début de 1864. On résolut d'intervenir séparément et de poser la candidature de Tolin. On décida en même temps de motiver cette scission d'avec la démocratie bourgeoise dans un manifeste spécial qui, d'après le nombre des signataires, reçut le nom de *Manifeste des Soixante*.

Dans sa partie théorique, dans sa critique du régime bourgeois, ce manifeste est entièrement rédigé dans l'esprit du proudhonisme. Mais, en même temps, il s'écarte nettement du programme politique du maître, en préconisant la formation d'une organisation politique spéciale des ouvriers

et en demandant que l'on pose la candidature des ouvriers pour les élections au Parlement, afin de pouvoir y défendre les intérêts du prolétariat.

Proudhon approuva chaudement le Manifeste des Soixante et écrivit à ce sujet un livre qui est un de ses meilleurs ouvrages. Il y travailla les derniers mois de sa vie, mais mourut avant sa parution. Cet ouvrage est intitulé : *Des capacités politiques de la classe ouvrière*. Proudhon y reconnaît à la classe ouvrière le droit d'avoir une organisation de classe indépendante. Il approuve le nouveau programme des ouvriers parisiens dans lequel il voit la meilleure preuve des immenses capacités politiques que recèle la classe ouvrière. Quoiqu'il maintienne son ancien point de vue sur les grèves et sur les associations d'entraide, son livre, par son esprit de protestation contre la société bourgeoise et sa tendance prolétarienne, rappelle son premier ouvrage sur la propriété. Cette apologie de la classe ouvrière est devenue un des livres préférés des ouvriers français. Et lorsqu'on parle de l'influence du proudhonisme à l'époque de la 1<sup>re</sup> Internationale, il ne faut pas oublier que c'était là l'influence du proudhonisme, tel qu'il s'était constitué après la publication du Manifeste des Soixante.

Presqu'une année se passa avant que les ouvriers parisiens répondissent. Une délégation spéciale fut élue pour porter l'Adresse à Londres. Pour la réception de cette délégation, une assemblée fut organisée le 28 septembre 1864, à la salle Saint-Martin, au centre de la ville. Bisly présidait. La salle était comble. Tout d'abord, Odger lut l'adresse des ouvriers anglais. L'adresse des Français fut lue par Tolin. En voici un petit extrait :

« Nous, ouvriers de tous les pays, nous devons nous unir et opposer une barrière infranchissable à l'ordre de choses existant qui menace de diviser l'humanité en une masse d'hommes affamés et en une oligarchie de rois de la finance et de bonzes repus. Aidons-nous les uns les autres pour atteindre notre but. »

Les ouvriers français avaient même apporté avec eux le projet d'une organisation. A Londres, on devait former une commission centrale composée des représentants de tous les pays et dans les principales villes de l'Europe, des sous-commissions étant en rapport avec cette Commission centrale qui devait soumettre à leur examen telle ou telle question. Pour la détermination définitive de la forme de l'organisation, on devait convoquer un Congrès international en Belgique.

### La participation de Marx

Mais, allez-vous me demander, quelle fut la participation de Marx ? Marx ne prit aucune part à tout cela. Je vous ai raconté dans tous les détails la préparation de cette journée du 28 septembre 1864, à laquelle nous faisons remonter l'histoire de l'Internationale, pour que vous sachiez que tout ce qui a été fait à cette assemblée du commencement jusqu'à la fin, a été l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas lieu de mentionner une seule fois le nom de Marx. Pourtant, en ce jour mémorable, il assistait à l'assemblée en qualité d'invité. Comment se trouva-t-il participer à cette assemblée ? La réponse à cette question nous est fournie par une petite note que j'ai trouvée par hasard parmi les différents papiers de Marx :

A Monsieur Marx,

« Monsieur,

« Le Comité pour l'organisation du meeting vous prie respectueusement de vouloir bien y assister. Sur présentation de la présente note, vous pourrez pénétrer dans la pièce où, à 7 heures et demie, se rassemblera le Comité.

« Votre tout dévoué,

« CRAMER. »

Lorsque je trouvai cette lettre, je me demandai ce qui avait bien pu inciter Cramer à inviter Marx. Pourquoi cette invitation n'avait-elle pas été envoyée à nombre d'autres émigrés fixés alors à Londres et en rapports plus étroits avec les Français ou les Anglais ? Pourquoi Marx fut-il élu au Comité de la future Société internationale ?

On peut faire à ce sujet différentes suppositions. La plus vraisemblable est la suivante. Je vous ai déjà signalé la société ouvrière allemande, dont les locaux étaient à Londres le point de rassemblement des ouvriers des différentes nationalités. Cette société avait encore acquis plus d'importance lorsque les ouvriers anglais eux-mêmes avaient compris qu'il fallait se lier avec les Allemands pour affaiblir les conséquences nuisibles de la concurrence des ouvriers que les entrepreneurs attiraient à Londres.

De là, des relations personnelles étroites avec les membres de l'ancienne Ligue des Communistes : Ekkarius, Lessner et Pfender. Les deux premiers étaient tailleurs, le troisième, plâtrier-peintre, travaillait dans le Bâtiment. Tous, ils participaient activement au mouvement professionnel londonien et connaissaient très bien les organisateurs et les dirigeants du Conseil londonien des Trade-Unions. C'est vraisemblablement par leur intermédiaire que Cramer et Odger eurent connaissance de Marx, qui, précisément au moment de l'affaire avec Vogt, avait renouvelé ses relations avec la Société ouvrière allemande.

Ainsi donc, le rôle véritable de Marx, qui ne fut pas le fondateur de la 1<sup>re</sup> Internationale, mais en devint bientôt le principal directeur spirituel, ne commence qu'après la fondation de cette Internationale.

Comme vous l'avez vu, le Comité élu à l'assemblée du 26 septembre n'avait reçu en somme aucune directive. Il n'avait ni programme, ni statut, ni même de nom.

A Londres existait déjà une Société internationale : la Ligue Générale, qui offrit l'hospitalité au Comité. Au procès-verbal de la première assemblée de ce comité figurent les noms des représentants de cette ligue, tous de bons bourgeois. Les représentants de la Ligue ne proposèrent nullement au nouveau Comité de fonder une nouvelle société. Quelques-uns d'entre eux parlaient de l'organisation d'une nouvelle société internationale dans laquelle pourraient entrer non seulement les ouvriers, mais tous ceux qui désiraient une Union internationale, l'amélioration de la situation politique et économique des masses laborieuses. Et ce n'est que sur les instances de deux ouvriers, Ekkarius et Villoek, ce dernier ancien chartiste, qu'il fut décidé de donner à la nouvelle société le nom d'*Association Internationale des Travailleurs*. Cette proposition fut soutenue par les Anglais, parmi lesquels se trouvaient plusieurs chartistes, membres de l'ancienne Société ouvrière, berceau du parti chartiste.

La nouvelle appellation donnée à la Société Internationale en détermina immédiatement le ca-

raclère. Elle en écarta immédiatement les bons bourgeois qui siégeaient à la Ligue générale. Le Comité fut invité à se chercher un autre local. Il réussit par bonheur à trouver une petite chambre non loin de la Société Ouvrière allemande, dans le quartier où vivaient les émigrés et les ouvriers étrangers.

### Le programme de l'Internationale

Dès que la Société eut reçu son nom, on se mit à en composer le programme et à en rédiger les statuts. Mais dans le Comité de l'Internationale se trouvait alors les éléments les plus hétérogènes.

Il y avait en premier lieu des Anglais, qui, eux-mêmes, se divisaient en plusieurs groupes : trade-unionistes, anciens chartistes, anciens owenistes. Il y avait des Français, très peu versés dans les questions économiques, mais considérés comme spécialistes de l'art révolutionnaire. Il y avait aussi des Italiens, qui étaient alors très influents parce que dirigés alors par un homme très populaire parmi les Anglais, le vieux révolutionnaire Mazzini, républicain ardent et en même temps homme religieux. Il y avait des émigrés polonais pour lesquels la question polonaise était au premier plan. Il y avait enfin quelques Allemands, tous anciens membres de la Ligue des Communistes : Ekkarius, Lessner, Lochner, Pfender et enfin Marx.

Différents projets furent présentés. Les Italiens présentèrent un projet construit à peu près sur le même modèle que le projet français. A la sous-commission à laquelle il participait, Marx défendit ses thèses et en fin de compte, il fut chargé de présenter son projet au bureau du Comité. *Et à la quatrième séance — c'était le 1<sup>er</sup> novembre 1864 — le projet de Marx avec quelques modifications de forme insignifiantes fut adopté à une écrasante majorité.*

Comment cela se fit-il ? Au risque de compromettre Marx à vos yeux, je dois dire que cela ne se fit pas sans compromis, sans conciliation. Comme il le dit lui-même dans une lettre à Engels, Marx « dut introduire dans le statut et le programme quelques mots comme « droit », « moralité » et « justice », mais il les inséra « de façon qu'ils ne puissent être nuisibles ».

### L'adresse inaugurale

Mais ce n'est pas là le secret du succès de Marx, ce n'est pas ainsi qu'il réussit dans une assemblée aussi mêlée à obtenir l'approbation presque unanime de ses thèses. Le secret de sa réussite réside dans le talent extraordinaire (ce que reconnaît même son ennemi Bakounine) qu'il apporta à la composition de l'Adresse inaugurale de l'Internationale. Comme le reconnaît Marx dans la même lettre à Engels, il était extrêmement difficile d'exposer les points de vue communistes sous une forme qui les rendit acceptables pour le mouvement ouvrier d'alors. Il était impossible d'employer la langue hardie et révolutionnaire du Manifeste Communiste. Il fallait s'efforcer d'être violent dans le fond et modéré dans la forme. Et Marx s'acquitta brillamment de cette tâche.

Vous connaissez la tactique du front unique adoptée par l'Internationale Communiste. Or, Marx, dans son nouveau Manifeste, donna un exemple classique de l'application de cette tactique. Il y formula les revendications et y souligna tous les points autour desquels pouvaient et devaient s'unir les masses ouvrières, sur la base desquels pouvait continuer à se développer la

conscience de classe des ouvriers. Des revendications de classe directes du prolétariat formulées par Marx découlaient logiquement les revendications ultérieures du Manifeste Communiste.

Et sous tous ces rapports, Marx avait certes une supériorité immense sur Mazzini, sur les révolutionnaires français et sur les socialistes anglais qui siégeaient au Comité de l'Internationale.

Sans modifier en rien ses principes fondamentaux, il avait, pendant ces dix-sept années, effectué un immense travail. A cette époque, il avait déjà terminé l'ébauche de son gigantesque ouvrage et s'occupait à parfaire le premier tome du *Capital*. Marx était alors le seul homme au monde qui eût si bien étudié la situation de la classe ouvrière et si bien compris tout le mécanisme de la société capitaliste. Dans toute l'Angleterre, il n'y avait pas un seul homme qui se fût donné la peine d'étudier comme lui tous les comptes rendus des inspecteurs d'usine et les travaux des commissions parlementaires dépeignant la situation des différentes branches de l'industrie et des différentes catégories du prolétariat urbain et rural.

Le talent de Marx se manifeste dans la composition même de ce Manifeste. De même que dans le Manifeste Communiste, il était parti du fait fondamental du développement historique, du mouvement politique, de la lutte des classes, de même dans le nouveau Manifeste, il commence non pas par des phrases générales, par des sujets élevés, mais par des faits caractérisant la situation de la classe ouvrière.

« Fait extrêmement important, dit-il ; de 1818 à 1864, la misère de la classe ouvrière n'a pas diminué et pourtant, par le développement de l'industrie et du commerce, cette période est sans précédent dans l'histoire. »

Et se référant au discours de Gladstone à la Chambre des Communes, Marx montre que, quoique le commerce en Grande-Bretagne ait triplé depuis 1843, les ouvriers doivent mener une lutte acharnée pour leur existence. Les criminels et les déportés se nourrissent mieux que beaucoup d'ouvriers.

Se référant aux documents des commissions parlementaires, Marx montre que la grande majorité de la classe ouvrière ne peut se nourrir suffisamment, est en proie à la dégénérescence, à la maladie. Et à côté, les classes possédantes accroissent monstrueusement leurs richesses.

Marx en déduit que, en dépit des assertions des économistes bourgeois ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à l'industrie, ni la découverte de nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux marchés, ni la liberté du commerce ne peuvent supprimer la misère de la classe ouvrière. De là, il conclut, comme dans le Manifeste Communiste, que tant que le régime social restera sur ses anciennes bases, tout nouveau développement des forces de production ne fera qu'élargir l'abîme qui divise les différentes classes et accuser encore davantage l'antagonisme qui existe entre elles.

Avec un art étonnant, sous une forme modérée, Marx a tiré de la situation effective de la classe ouvrière toutes les déductions fondamentales du Manifeste Communiste : organisation de classe du prolétariat, renversement de la domination de la bourgeoisie, conquête du pouvoir politique par le prolétariat, suppression du travail salarié, nationalisation de tous les moyens de production.

N. RIABANOV.

# CHRONIQUE DES CELLULES

## La réorganisation du Parti sur la base des Cellules d'usines

*Nous reproduisons ci-dessous deux circulaires du Bureau Politique et du Bureau d'Organisation contenant des instructions pour la constitution des cellules d'usines du Parti.*

La Rédaction.

### Aux membres des Comités fédéraux, Aux membres des Comités de section,

Chers Camarades,

Vous avez eu connaissance, par l'*Humanité* du 29 juillet et du 4 août, de la résolution votée par le 5<sup>e</sup> Congrès mondial, ainsi que des instructions spéciales données au Parti français.

La réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises doit être terminée le 31 décembre 1924. C'est dire que le mois de Décembre sera employé à la constitution des Comités de rayons et des Comités fédéraux. Ces comités seront nommés lors des conférences groupant soit les délégués des cellules, soit les délégués de rayons, suivant les cas.

Enfin, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1925, les cartes ne seront délivrées qu'aux cellules qui percevront les cotisations des adhérents.

La présente circulaire donne aux camarades des Comités fédéraux les renseignements leur permettant de se mettre tout de suite au travail.

### Comment constitue-t-on une cellule ?

*Pas par des réunions publiques...*

Certains camarades font des réunions publiques et constituent, à l'issue, une cellule, comme ils constituaient autrefois une section.

C'est une faute qui peut être préjudiciable aux ouvriers ayant publiquement donné leur adhésion. D'autre part, cela peut éloigner les hésitants ou les travailleurs des petites entreprises qui ne se croiraient pas directement intéressés.

*Dans les réunions publiques, on fait des adhésions au Parti. C'est en réunion privée que les adhérents sont répartis dans les cellules.*

*Pas par les syndicats...*

Quelques camarades ont confié aux militants syndicalistes le soin de constituer des cellules. C'est une faute qui procède de l'ancien esprit, lequel considérait tout ce qui est usine ou atelier comme propriété du mouvement syndical.

La cellule n'est ni un organisme syndical, ni un organisme mixte (syndicats-Parti) ; c'est la base nouvelle du Parti devant remplacer la base territoriale d'aujourd'hui. C'est un organisme intérieur au Parti et qui ne regarde que lui.

*Seuls, les membres du Parti peuvent être membres de la cellule. Ce sont les militants communistes qui doivent — en en prenant partout l'initiative — constituer les cellules, sous le contrôle des organismes réguliers du Parti.*

*Opérons le recensement des effectifs...*

Ce travail de constitution doit commencer immédiatement, sans attendre l'achèvement du recensement des membres du Parti. Ce recensement, bien entendu, ne pourra que faciliter le travail ; aussi les fédérations confieront au Comité fédéral ou à une commission spécialement désignée à cet effet, le soin d'opérer le recensement des effectifs de chaque section, à l'aide de questionnaires imprimés demandant les renseignements suivants : noms et prénoms, âge, domicile exact, lieu de travail, etc.

*Un texte imprimé sera envoyé sous peu aux fédérations, à raison de un exemplaire par carte prise en 1924.*

*Il faudra faire remplir ces questionnaires dès leur réception.*

*Groupons les membres du Parti par lieu de travail.*

Le recensement doit commencer immédiatement, et au fur et à mesure que rentreront les questionnaires ; le Bureau fédéral ou la Commission spécialement désignée établira des fiches d'entreprises, en couchant, sur les feuilles spéciales, le nom et l'adresse de tous les camarades travaillant dans le même atelier, dans la même usine, dans la même ferme, etc., etc.

Ces feuilles étant remplies par lieu de travail à l'aide du classement fait par le Comité fédéral ou par la Commission spéciale, chacune d'elles — pour le cas où la constitution n'en serait pas encore faite — donnera la composition d'une cellule. En effet, chaque fois que trois membres du Parti travailleront au même endroit, ils formeront une cellule.

Ce recensement permettra de compléter l'état des membres du Parti, composant la cellule déjà constituée, par celui de ceux non inscrits sur son contrôle.

*On ne dira plus section de telle localité, mais cellule de telle usine, de tel atelier, de telle ferme, etc.*

### Comment constituer la cellule ?

Nous avons vu que dès que trois camarades sont connus comme travaillant dans la même entreprise, s'ils se connaissent, ils doivent immédiatement se réunir et constituer leur cellule. A défaut de cette initiative — sur laquelle nous comptons — lorsque, par le classement des feuilles, les fédérations connaîtront l'endroit où travaillent les camarades et les auront rassemblés sur le papier, il faudra donner vie aux groupements ainsi formés ; c'est dire qu'il faudra que le Comité fédéral ou que la Commission spéciale convoque les membres de chaque nouvelle formation : cellule par cellule.

Les cellules nommeront leur bureau (secrétaire, trésorier, etc.), comme les sections le faisaient

autrefois. Dès qu'une cellule est organisée, tous ses membres, automatiquement, cessent de faire partie de la section, à laquelle ils appartiennent, ils remplissent tous leurs devoirs du Parti dans la cellule. Celle-ci commence aussitôt à percevoir les cotisations, à recevoir les adhésions nouvelles et à remplir toutes les tâches d'une organisation de base.

*Les bureaux des cellules entreront en relations avec les organismes fédéraux.*

Dès que les Comités de rayons seront constitués, les cellules entreront en relation avec eux ; ceux-ci seront alors seuls en relations administratives avec les organismes fédéraux.

### Comment désigner les cellules ?

Naturellement, on donnera à chaque cellule le nom de l'entreprise. On dira : Cellule de l'Usine Renault, Cellule des Aciéries de Firminy, Cellule des Chantiers de la Gironde, Cellule des Etablissements Holtzer, Cellule des Mines de Lens, Cellule des Ateliers du Nord-Paris, Cellule des P. T. T. de Tours, Cellule de la Gare de Rouen, Cellule de la Ferme Bauman, etc., etc.

*Le terme cellules « d'usines » est donc un terme impropre. Celui de cellules « d'entreprises » est plus juste. Le nom de chaque cellule varie suivant le nom de l'entreprise.*

### Nécessité d'un numéro et son utilisation

Dans tous les articles de la presse ordinaire ou des journaux de cellules, dans les papillons ou manifestes publics, on signera de la signature véritable : cellule communiste de telle usine, de telle ferme, de tel atelier, etc., ce afin de faire connaître l'existence et la combativité de l'organisme et, par voie de conséquence, d'augmenter son influence.

Cependant, dès sa constitution, la cellule recevra un numéro que lui donnera la fédération et que, seuls, le Bureau fédéral, les Comités de rayons et les membres de ladite cellule connaîtront.

Chaque fois que le secrétaire de la cellule en convoquera les membres, il fera passer dans la presse ou mentionnera dans les convocations le numéro de la cellule. Jamais son nom véritable. On écrira : Réunion de la cellule numéro huit (par exemple), tel jour, à telle heure, au lieu habituel. Il est entendu que chaque membre de la cellule doit connaître le lieu non cité, dont il s'agit. Il est évident qu'un article dans la presse ou qu'un papillon signé par la cellule ne peuvent porter tort à personne, puisque la signature collective revêt la forme de l'anonymat ; mais une convocation ou une lettre quelconque, donnant rendez-vous pour un lieu déterminé, à une date fixe, dénoncerait immédiatement tous les camarades de l'entreprise et pourrait entraîner leur renvoi immédiat.

D'autre part, l'insertion du nom véritable, pour une convocation qui n'intéresse que quelques camarades, est sans utilité pour le Parti. Le contraire est vrai pour les manifestations plus haut indiquées.

*Tout communiqué portera la signature collective et véritable de la cellule d'entreprise.*

*Tout texte fixant un rendez-vous pour un lieu déterminé portera une signature chiffrée.*

### Où classera-t-on les isolés ?

Certains camarades se demandent quel est l'organisme qui recueillera les petits patrons, façonniers, commerçants ou les ouvriers isolés.

D'autres posent la question pour les militants exerçant une profession libérale : instituteurs isolés, courtiers, avocats, hommes de lettres, etc.

Nous avons déjà dit que trois camarades travaillant dans la même entreprise constituaient une cellule.

*Les ouvriers qui sont seuls comme communistes dans une entreprise, et tous les membres du Parti qui exercent une profession non salariée, seront automatiquement reliés à la cellule la plus voisine de leur lieu de travail ou de leur domicile, suivant les cas.*

### Quelle sera l'organisation communiste des paysans ?

Il ne faut pas confondre les sections ou subdivisions géographiques de l'Internationale Paysanne avec les organismes intérieurs du Parti. Dans cette circulaire, nous ne nous occupons que de ces derniers.

On note, parmi les travailleurs de la terre, différentes catégories : *salariés agricoles* (à la journée ou à l'année, en argent ou partie en récolte) ; *fermiers*, ayant loué, pour une somme déterminée, une terre dont la valeur et la quantité de la récolte sont toujours hypothétiques ; *métayers*, travaillant moitié pour eux-mêmes, moitié pour le « maître » ; *petits propriétaires*, possédant trop peu pour se suffire et louant leurs bras une partie de l'année ; *propriétaires*, se suffisant en exploitant à l'aide de quelques domestiques. Dans certaines régions, on note la présence de *fermiers généraux*, mais ils n'ont, avec les travailleurs et surtout avec le travail, que des rapports très lointains. Sinon, en tant qu'individus, du moins de par leur fonction sociale, on peut les considérer comme les ennemis des paysans.

La bourgeoisie campagnarde a toujours divisé et excité les unes contre les autres ces différentes catégories de travailleurs agraires. Le Parti n'a pas à tenir compte de ces divisions qui ne profitent qu'à nos adversaires, mais il doit examiner certaines situations de fait et déterminer son organisation en conséquence, car il paraît impossible de prévoir une règle s'appliquant à toutes les régions.

Trois cas sont à examiner :

1° Les communes entièrement paysannes dans lesquelles la terre n'est pas morcelée (grande culture) ;

2° Les communes entièrement paysannes, mais dans lesquelles la terre est morcelée ;

3° Les communes mixtes dans lesquelles on note la présence de travailleurs agraires et de travailleurs industriels.

### L'organisation communiste

#### dans la grande culture

Dans toutes les communes où les formations sont d'une telle importance (fermes, métairies, etc.) qu'elles permettent le travail collectif de plusieurs dizaines de paysans, la réorganisation doit être la même que dans les centres industriels.

*Les membres du Parti seront rassemblés par entreprises agraires et formeront des cellules de fermes.*

## Propriété morcelée

### *L'organisation dans les communes*

Dans les communes où la terre est travaillée par des propriétaires, des petits fermiers ou des petits métayers, et où l'on ne trouve qu'un ou deux salariés agricoles ou domestiques, il ne sera pas possible de grouper les membres du Parti par cellules de ferme.

Les camarades formeront par village une cellule locale, étant entendu qu'il y aura autant de cellules qu'il y aura de villages ou hameaux.

*Le nom de la cellule sera : cellule du village de... Son fonctionnement sera le même que celui des cellules d'entreprises.*

### **L'organisation dans les communes composées de paysans et d'ouvriers**

Dans certaines communes où les deux éléments sont mélangés, on note la présence d'une ou de plusieurs usines.

Il est évident que si les ouvriers sont des artisans ou des commerçants, ils entreront dans la catégorie des cellules de villages, car leur genre de vie, leurs moyens d'existence et leurs coutumes sont adaptés au milieu agraire dans lequel ils vivent.

Mais s'il y a une ou plusieurs usines, ce sont elles qui sont le pôle d'attraction. Dans ces conditions, il faudra constituer des cellules d'usines, même si présentement la section locale compte plus d'artisans ou de paysans que d'ouvriers de l'usine.

*L'organisation communiste de toute commune dans laquelle il y a une seule entreprise, s'appellera cellule d'entreprise et non cellule de village.*

Dans le cas où il y aura plusieurs entreprises et les adhérents assez nombreux, les paysans se grouperont dans les cellules d'entreprises les plus proches.

Dans d'autres communes (Allier, Saône-et-Loire, par exemple), les travailleurs industriels (mineurs, notamment) sont en même temps petits propriétaires ou travailleurs agraires à façon.

Dans ce cas, c'est sur la mine ou sur le travail d'industrie que l'on doit s'appuyer.

*On constituera une cellule de la mine ou de l'entreprise industrielle, en incorporant dans cette cellule les quelques éléments purement paysans.*

## Résumé

Le principe de la réorganisation doit être :

- 1° La création de cellules d'entreprises ou de fermes partout où il y a des industries ou de grosses propriétés terriennes ;
- 2° L'incorporation des paysans et des éléments isolés dans les cellules d'entreprises ;
- 3° La constitution des cellules de villages, seulement dans les rares cas où il n'y a aucune industrie dans la commune.

## La constitution des rayons

Les camarades diront, avec raison, que la nouvelle organisation va augmenter le nombre d'organismes de base et, par voie de conséquence, qu'un échelon entre la cellule et la fédération s'im-

pose. L'Internationale l'a prévu : c'est *le Rayon*.

Les cellules seront groupées dans les grandes villes et centres industriels par rayons, à la tête desquels se trouveront les Comités de rayon, élus, comme nous l'avons dit plus haut, par des conférences groupant les délégués de toutes les cellules du rayon.

Les fédérations se doivent donc de déterminer de suite le nombre et la délimitation des rayons des grandes villes et centres industriels. Puis charger un camarade responsable de la constitution des cellules dans le rayon.

Dès qu'un certain nombre de cellules seront constituées dans le rayon fixé par la fédération, il sera formé un Comité de rayon provisoire, qui assumera, sous le contrôle de la fédération, la création des cellules non encore constituées, de façon à hâter la réorganisation, qui doit être terminée, en ce qui concerne les cellules, le 1<sup>er</sup> décembre 1924.

Pendant le mois de décembre, il sera procédé, comme nous l'avons dit au début de cette circulaire, à la nomination des Comités de rayons réguliers et, enfin, des Comités fédéraux.

## Les mutations

Bon nombre de camarades changent de place, soit par chômage, soit par révocations, soit pour bénéficier d'un avantage plus grand. Il semble que cela puisse occasionner une perturbation ; aussi donnons-nous toutes indications utiles.

Si le camarade qui change d'emploi était membre du bureau ou occupait une fonction dans la cellule, il doit ou la réunir, ou demander sa réunion pour obtenir son remplacement. Ceci fait, il redevient un simple militant et devra remplir les formalités ordinaires.

Chaque fois qu'un militant quitte l'entreprise dans laquelle il était employé, il doit en aviser le secrétaire de sa cellule, en lui indiquant la nouvelle entreprise dans laquelle il travaille.

Le secrétaire de la cellule remplira une feuille de départ et l'enverra au secrétaire du rayon, qui en accusera réception par l'avis imprimé.

Chaque fois qu'il sera avisé qu'un camarade change d'entreprise, le secrétaire du rayon écrira au secrétaire de la cellule pour l'aviser qu'un membre du Parti vient d'entrer à l'usine. Afin de simplifier sa besogne, il lui suffira de remplir la feuille de mutation.

Quand le secrétaire de la cellule recevra la lettre du secrétaire de rayon, il s'abouchera avec le camarade, l'inscrira sur les contrôles et transmettra audit secrétaire la feuille d'arrivée.

En cas de mutation de rayon à rayon, celles-ci seront transmises aux et par les secrétaires fédéraux. En cas de mutation de fédération à fédération, elles seront transmises au et par le secrétariat central des cellules.

A dessein et afin de ne pas perdre de temps, la présente circulaire ne traite pas des tâches politiques des cellules (qui sont d'ailleurs celles du Parti) ; une série de circulaires est indispensable pour examiner ce problème, mais rien ne saurait empêcher ou même retarder le travail de réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises.

Que tous les camarades se mettent à l'œuvre, que tous apportent leur part d'effort, et la décision de l'Internationale Communiste sera appliquée au mieux des intérêts des travailleurs français et de l'Idéal révolutionnaire.

**LE BUREAU POLITIQUE.**

## Aux membres des Comités fédéraux

Chers camarades,

Toutes les sections de votre Fédération sont maintenant en possession de la circulaire 43, traitant de la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises. Il leur est donc facile d'effectuer le travail qui leur est demandé.

A ce sujet nous croyons utile d'apporter certaines précisions qui faciliteront le travail de nos camarades :

1° Le travail de recensement des membres de chaque fédération doit être terminé au plus tard le 30 septembre. Les secrétaires fédéraux devront en aviser chaque section.

Sans attendre l'achèvement de ce recensement, le travail de constitution doit commencer immédiatement. Les secrétaires de fédérations inviteront par les moyens dont ils disposent : presse, circulaires, les membres du Parti d'avoir à procéder de suite à la création des cellules ;

2° Les Comités fédéraux doivent également établir de suite la division de leur fédération en rayons. A ce sujet il est bon de prolétarianiser le plus possible les rayons envisagés et opérer ainsi la liaison qui doit exister entre les centres industriels et les milieux ruraux. Le nombre des rayons par fédération doit être le plus réduit possible. Dans la constitution des rayons, les fédérations s'inspireront des moyens de communication de fa-

çon à faciliter la tenue des assemblées de rayon. Le plan des rayons envisagés par chaque fédération doit être adressé à la Commission centrale des cellules avant le 20 septembre ;

3° Les Comités fédéraux doivent aussi envisager une cotisation unique pour tous les adhérents de leur fédération, cotisation perçue par le trésorier fédéral avec une ristourne modique aux rayons et cellules afin de leur permettre leur vie administrative.

La propagande étant centralisée, la centralisation financière doit en être la conséquence ;

4° Les comités fédéraux feront également connaître à la commission des cellules le nombre des adhérents avant le 20 septembre ;

5° Dans certaines villes, certains villages, aucune usine, aucune entreprise n'emploie actuellement plus de 1 ou 2 communistes adhérents au Parti. Il y aura lieu de chercher, suivant le nombre des adhérents de la localité, une, deux ou trois usines des plus importantes et de constituer avec les adhérents inscrits sur les contrôles une, deux ou trois cellules.

Les cellules feront, une fois constituées, la propagande nécessaire dans les usines de leurs membres ; grouperont les sympathisants, les feront passer de la sympathie à l'adhésion de fait et, au fur et à mesure que le nombre des membres du Parti travaillant dans la même entreprise deviendra assez élevé pour constituer une cellule, celle-ci sera créée.

LE BUREAU D'ORGANISATION.

## Echangeons des expériences ; le travail pratique en Allemagne

Dans le domaine de l'utilisation indispensable des expériences acquises, notre Parti français montre, dans son ensemble, qu'il lui manque un sens développé de l'organisation, la capacité d'économiser des forces là où c'est possible, pour les concentrer là où c'est nécessaire. La cellule d'une usine a su trouver les moyens de vaincre les mêmes obstacles qui découragent, par suite du manque de liaison et de communication, les communistes d'une usine voisine. Une fédération dépense ses forces pour faire péniblement des expériences, parfois insignifiantes, d'administration, qu'elle aurait pu s'épargner en utilisant le travail déjà fait dans une fédération plus avancée. L'ensemble du Parti communiste français retarde peut-être considérablement sa transformation sur la base des cellules d'usine, parce qu'il n'utilise pas, ne connaît même pas les expériences des partis frères.

Il faut que le centre du Parti, comme chaque cellule, comme chaque militant, mette tout en œuvre pour parer à ce défaut. Si nous voulons activer la création des cellules comme base du Parti, il ne suffit pas de fixer un délai-limite pour la réorganisation définitive. Il faut organiser, par conférences, mais avant tout dans notre presse, l'échange complet et systématique des expériences.

Dans cette voie, le Parti communiste allemand nous a depuis longtemps devancé. Dans chaque numéro du *Militant du Parti* (organe bi-mensuel) on peut lire, depuis quelque temps, des rapports fort suggestifs, de cellules d'usine, des propositions du centre pour le travail pratique... etc.. Et, depuis longtemps déjà, tous les jours, la *Rote Fahne*

consacre plusieurs colonnes à la rubrique « Usines et Ateliers ». En tête de la rubrique, un dessin approprié, avec, de chaque côté, un placard : « Chaque fabrique, chaque usine doit être notre forteresse » et « la cellule d'usine est la base de l'organisation du Parti ».

Sous cette rubrique, on trouve non seulement des rapports sur les usines (dans le genre des « sales boîtes » de *l'Humanité*), des relations sur les réunions d'usine, des directives du centre, mais encore beaucoup de détails sur le travail pratique et, avant tout, des extraits et des copies des journaux communistes d'usine.

Citons seulement quelques exemples de cette activité du Parti allemand pour échanger les expériences.

La Centrale prépare une exposition de journaux d'usines : toute cellule qui a son journal est tenue d'en envoyer, par le canal de son comité fédéral, trois exemplaires à la Centrale.

Chaque cellule groupant les communistes d'une grande entreprise est tenu de répondre au questionnaire suivant et de l'adresser à la Centrale :

1° Comment a-t-on créé la cellule d'usine (chemin de fer, postes, télégraphe, gaz, électricité, métaux, textile, mines, constructions navales, bâtiment, ports et docks, grands magasins, etc.) ;

2° Comment a-t-on réussi à faire accomplir un travail régulier par chaque membre de la cellule ;

3° Comment est-on arrivé à faire participer très régulièrement tous les membres aux réunions ;

4° Quel est le mode de cotisation dans l'usine ;

5° Comment est organisée la diffusion de notre presse à l'usine ;

6° Comment est organisé la diffusion de nos brochures ;

7° Comment la section a-t-elle été transformée sur la base de la cellule.

Avant tout, nos camarades allemands s'attachent à faciliter l'échange des expériences techniques, qui sont souvent une cause de découragement et d'échec. C'est ainsi qu'on trouve, dans le *Militant du Parti* du 15 juillet, un article sur la confection des journaux d'usine. Cinq manières différentes d'imprimer un journal d'usine y sont exposées dans les moindres détails (méthodes, frais, etc.). Comme il s'agit pour la plupart, de systèmes allemands, une traduction de cet article ne serait pas utile ; mais le Parti français devrait charger un camarade compétent de faire un travail analogue,

après s'être renseigné sur les expériences faites dans diverses cellules.

Mais ce n'est pas seulement à l'intérieur du Parti que le P.C.A. nous a dépassé dans l'organisation de l'échange des expériences. Depuis des mois, il n'y a pas une ligne apparue dans l'*Humanité* sur la vie des cellules, qui, si elle était utilisable, n'ait été traduite et commentée dans la *Rote Fahne* ou dans le *Militant du Parti*. Voilà qui ne représente pas beaucoup de travail et serait d'un grand profit pour nous si nous imitions nos camarades. A maintes reprises, la *Rote Fahne* (et encore quelques jours avant l'interdiction actuelle) a proposé une liaison internationale entre les grandes usines françaises et allemandes, de même industrie, pour qu'elles se communiquent leurs expériences. Y répondre ne serait pas du temps perdu. X...

# Documents sur le V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste

## Résolution sur la situation économique mondiale

### L'offensive du capital. - La continuation de la crise.

1° Entre le 3<sup>e</sup> Congrès, qui a adopté les dernières thèses sur la situation économique mondiale, et le 5<sup>e</sup> Congrès, la bourgeoisie a réussi à terminer presque partout son offensive contre le prolétariat. Les concessions que, d'accord avec les chefs social-démocrates, elle avait faites au prolétariat immédiatement après la fin de la guerre pour calmer les masses révolutionnaires, ont été retirées avec l'appui des chefs social-démocrates et syndicaux. Le niveau d'existence du prolétariat fut partout abaissé ; la journée de huit heures est effectivement supprimée dans la plupart des pays ; à l'usine, le pouvoir absolu du capitalisme est rétabli.

2° La tactique de la bourgeoisie a varié selon les pays. Là où les chefs opportunistes jouissent encore d'un prestige solide dans le prolétariat, où les masses conservent encore l'illusion de pouvoir améliorer leur situation par les moyens pacifiques habituels (grèves, démocratie parlementaire), la bourgeoisie a employé les vieux procédés démocratiques par lesquels elle a l'habitude d'exercer son pouvoir : lock-outs, lois et décrets.

Le chômage prolongé et l'inflation ont épuisé les caisses de secours des syndicats. En face des organisations du patronat, de plus en plus fermement organisées en « konzerns », les vieilles méthodes de lutte dispersée et pacifique de syndicats isolés devaient nécessairement échouer, même si la bureaucratie syndicale avait sincèrement voulu la lutte. Dans quelques pays : Angleterre, Danemark, Australie, la bourgeoisie va jusqu'à confier le gouvernement, complètement ou partiellement, aux chefs des partis « ouvriers », à faire exercer la dictature bourgeoise par les chefs des partis ouvriers réformistes ;

3° Là où le mouvement ouvrier a pris des formes révolutionnaires là où l'influence des chefs social-démocrates ne suffit plus à maintenir la

classe ouvrière sous le joug, la bourgeoisie a recouru à la terreur : coups de main militaires, comme en Bulgarie et en Espagne ; exploitations contre le prolétariat de l'esprit de révolte des classes moyennes ruinées (le fascisme en Italie) ; ou combinaison des deux méthodes, comme en Allemagne. Le fascisme et la social-démocratie sont tous les deux les instruments des classes dirigeantes contre le prolétariat révolutionnaire. La social-démocratie bulgare a participé, alliée à une bande d'officiers, à la lutte contre le prolétariat révolutionnaire et contre les paysans pauvres. En Italie, en Allemagne, aux Etats-Unis, la social-démocratie combat en apparence le fascisme, mais collabore en réalité avec lui contre le prolétariat révolutionnaire (D'Arragona et Mussolini en Italie, la social-démocratie et le renversement du prolétariat en Saxe et en Thuringe, la grande coalition en Prusse, Gompers et la Légion Américaine aux Etats-Unis).

Les succès de l'offensive du capital contre le prolétariat évolutionnaire, la « haute conjoncture » aux Etats-Unis, la décroissance du chômage en Angleterre, la stabilisation provisoire du change allemand, autrichien et polonais, donnent aux social-démocrates, laquais de la bourgeoisie, la possibilité de proclamer que la crise du capitalisme est surmontée, qu'une nouvelle période de prospérité commence. C'est pourquoi, selon eux, les méthodes révolutionnaires proposées par les Partis communistes sont fausses, et le sort du prolétariat peut être amélioré par les moyens pacifiques.

Cependant, un examen approfondi de l'histoire économique de ces trois dernières années, ainsi que l'état actuel du capitalisme mondial, prouvent que l'appréciation du 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. était juste. La décomposition de l'économie capitaliste a fait, dans maints pays, des progrès considérables. L'offensive du capital peut apporter une amélioration provisoire à certains Etats capitalistes ou certains groupes de capitalistes, mais



cela ne fait qu'aggraver les antagonismes entre ces Etats et ces groupes. Dire, comme les réformistes, que le capitalisme se consolide et que le sort du prolétariat peut être amélioré par des moyens pacifiques sur la base du capitalisme est une erreur.

## La période de crise. — Désagrégation de l'économie mondiale

### *Pas de conjoncture d'ensemble*

5° En période « normale », la production des pays capitalistes s'accroît beaucoup plus rapidement que la population. La production de 1923, l'année la meilleure d'après-guerre, année de haute conjoncture dans l'Etat capitaliste le plus important, les Etats-Unis, atteint à peine le niveau d'avant-guerre. L'industrie métallurgique, la plus caractéristique pour le capitalisme moderne, n'en est même pas encore là. Dans le vieux centre du capitalisme, en Europe, ce sont toutes les branches qui sont encore loin d'avoir atteint les chiffres d'avant-guerre. L'outillage, agrandi pendant la guerre, reste en grande partie inutilisé ; l'industrie du bâtiment, forme typique de l'accumulation de richesses réelles, est paralysée dans toute l'Europe ;

6° Le chômage dans tous les pays capitalistes n'est pas moins grand qu'il y a trois ans. S'il décroît dans un pays, il s'accroît dans un autre. Il ne s'agit plus d'une « armée de réserve du travail » au sens d'autrefois, mais d'une armée de chômeurs permanents, que même une bonne conjoncture ne réussit pas à absorber complètement ;

7° Il n'y a plus, après la guerre, d'économie capitaliste mondiale homogène.

La Russie soviétique, un sixième de la terre, est définitivement perdue pour le capitalisme. Les pays capitalistes, jusqu'aux petits Etats de l'Europe balkanisée, entravent entre eux la circulation économique par des douanes prohibitives et les interdictions d'importation et d'exportation. L'équilibre capitaliste mondial est définitivement perdu. Nombre de pays consomment plus qu'ils ne produisent. Le centre de gravité de l'économie capitaliste se déplace toujours davantage vers l'Amérique. Un flot interrompu d'or afflue aux Etats-Unis. La réserve d'or des Etats européens a tellement diminué que le rétablissement d'une monnaie à base d'or apparaît presque impossible, même au point de vue technique. La monnaie-or est remplacée par la papier-monnaie, exposé à des oscillations continues. L'afflux et le reflux du capital d'emprunt d'un pays capitaliste dans l'autre n'a plus lieu. En Angleterre, le taux de l'intérêt est de 3 %, en Allemagne, de 50 %. A la place du mécanisme relativement ferme et facile à pénétrer du capitalisme normal, l'insécurité générale règne. Au lieu de produire et de calculer, on s'adonne au jeu de la spéculation ;

8° Les phases de prospérité et de crise n'alternent plus simultanément dans tous les pays. Chaque a sa conjoncture particulière, et l'amélioration de la situation économique dans un pays est rachetée par une aggravation dans un autre. Dans un même pays, on passe d'une crise de vente pendant la stabilisation passagère de la monnaie à une conjoncture de liquidation facile à la première chute du change ;

9° Le meilleur exemple de la marche irrégulière de la conjoncture est la haute conjoncture que les Etats-Unis viennent de connaître. Les premiers signes d'amélioration se montraient déjà

vers le milieu de 1921. La courbe monta sans discontinuer jusqu'en avril 1923. A partir de cette date, elle descendit lentement, sauf quelques améliorations passagères, jusqu'à ce que, vers la fin avril 1924, se produisit le revirement définitif. La haute conjoncture américaine touche visiblement à sa fin, la crise est là.

La prospérité des Etats-Unis fut réelle. La production dépassa de beaucoup celle d'avant-guerre. A son apogée, il n'y eut pas de chômage. Il y eut une forte accumulation s'exprimant par l'augmentation de l'appareil de production, par une activité inouïe du Bâtiment, par une multiplication fabuleuse des automobiles, etc. ;

10° Mais cette prospérité reste entièrement limitée aux Etats-Unis (seules les colonies anglaises y participèrent dans une faible mesure). Elle était fondée exclusivement sur la capacité d'achat du marché intérieur ; la construction de bâtiments pour rattraper le temps perdu pendant la guerre et le remplacement d'un immense matériel de chemins de fer y jouèrent un rôle important. La haute conjoncture américaine resta sans rapport avec les phénomènes qui se produisirent dans les autres parties du monde capitaliste. Les exportations diminuaient, la capacité d'achat du marché intérieur était si grande qu'au printemps 1923, les Etats-Unis eurent, durant quatre mois, un bilan commercial passif. Mais l'importation accrue de marchandises européennes et la diminution de la concurrence américaine sur le marché mondial ne suffisaient pas à étendre à l'Europe la haute conjoncture économique.

## La crise en Europe Occidentale

11° La haute conjoncture américaine a passé presque sans laisser de traces en Europe. L'influence de la crise en Europe était si forte qu'elle en supprimait totalement les effets. Il y a une crise spéciale traversée par les pays industriels d'Europe.

Cette crise est due .

a) A l'industrialisation des pays autrefois fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires et acheteurs de produits industriels ;

b) A la politique protectionniste des Etats qui veulent assurer un marché intérieur à leur industrie.

Les pays industriels d'Europe ne trouvent plus de marchés pour leurs marchandises d'exportation, d'où crise chronique de vente et chômage. Le chômage, à son tour, réduit le pouvoir d'achat du marché intérieur ;

12° L'Angleterre est le pays qui possède la plus petite base agraire et qui dépend le plus de l'exportation de ses produits industriels, pour pouvoir importer les matières premières et les produits alimentaires nécessaires. Voilà pourquoi la crise s'y manifeste sous la forme d'une crise des industries d'exportation : textile, construction de machines et de navires. Le chiffre officiel des sans-travail, quoique en diminution depuis assez longtemps, dépasse toujours un million. Le chiffre réel est plus élevé encore (plusieurs centaines de mille). Le chômage se concentre toujours dans les industries d'exportation. Les efforts de la bourgeoisie anglaise et les impôts très élevés qu'elle paye ont réussi à rétablir le budget et à reconquérir à la livre sterling sa position dominante dans le monde. Mais aucune mesure de politique économique n'a pu venir à bout de la crise des industries d'exportation. Même la réduction des salaires, qui les ramenait dans ces branches d'in-

industrie à un niveau de beaucoup inférieur à celui d'avant-guerre, n'a rien changé à la situation. L'amélioration de 1923 était due principalement à la réduction de la production de l'industrie lourde en Allemagne, en France et en Belgique, par suite de l'occupation de la Ruhr ;

13° La France a moins souffert de la crise que les autres pays industriels d'Europe. Elle disposait d'un débouché particulièrement assuré pour son industrie : la reconstruction des régions dévastées. Elle a subi pendant la guerre de grandes pertes d'hommes qu'elle ne remplace que fort difficilement, vu la stagnation de la natalité. Voilà pourquoi le chômage est insignifiant en France. Au contraire, les ouvriers étrangers y trouvent du travail. Cependant, la reconstruction s'est faite essentiellement aux dépens des classes pauvres, par l'inflation, la dette publique accrue sans interruption et le franc tombé à un quart de sa valeur nominale. Cela prouve que la situation de l'économie française est très difficile. La base économique du pays ne peut supporter son ambitieuse superstructure politique ;

14° L'Allemagne a traversé une série de crises propres. A la conjoncture de vente facile de 1921 succède la première crise de stabilisation en printemps 1922. Cette crise cède la place à une nouvelle conjoncture d'inflation. L'occupation de la Ruhr paralyse la région industrielle la plus importante. La bourgeoisie allemande, et avant tout l'industrie lourde, ont employé l'inflation pour piller les classes moyennes et réduire au minimum le salaire réel jusqu'au jour où la crise sociale ainsi provoquée (refus par le paysan de livrer ses produits à la ville, arrêt de la circulation, explosions spontanées de désespoir) les forçait à créer une nouvelle monnaie.

Le prolétariat une fois réprimé par la force, on pratiquait à ses dépens la stabilisation du mark. Cette opération entraînait une crise violente que les capitalistes exploitèrent systématiquement contre le prolétariat. Ils ont profité de la défaite d'Octobre pour raffermir leurs positions, arrêtant les entreprises, renvoyant en masse les ouvriers, chassant des usines les éléments révolutionnaires. Au début de l'année, plus de la moitié des ouvriers étaient sans travail ou au travail réduit. Les capitalistes se dédommagent de la perte des bénéfices de l'inflation en prolongeant la journée de travail et en diminuant les salaires.

Cette tentative de restauration capitaliste de l'économie allemande au moyen d'une monnaie stable et aux dépens du prolétariat semblait, dans les premiers mois de 1924, devoir réussir. La stabilisation du mark mit un frein à l'expropriation des classes moyennes et améliorait la condition des ouvriers travaillant. Il s'ensuivit un relèvement de la capacité d'achat. La production reprit. Le chômage baissa sensiblement.

Cependant, le succès est compromis par l'écart grandissant entre les prix agricoles et industriels, le pouvoir d'achat diminué de l'agriculture, la cessation des exportations, les grands conflits économiques s'étendant à toutes les branches ; enfin, les lourdes charges prévues dans le projet des experts. Le manque de crédits, l'éroulement des grandes entreprises, la disette de capitaux, témoignent de l'extrême faiblesse de l'économie allemande ;

15° Les autres Etats européens qui ont une in-  
Autriche, Pologne) souffrent pareillement de la

crise industrielle, proportionnellement à leurs besoins d'exportation.

### La crise agraire

16° La période de crise s'exprime aussi par une crise agraire embrassant le monde entier. Les prix des produits agricoles sont considérablement tombés par rapport aux prix des produits industriels. Les producteurs agricoles se voient hors d'état de payer leurs fermages, les intérêts de leurs dettes et leurs impôts. Ils sont obligés de quitter leurs champs et de gagner leur pain comme salariés. La chute des prix est particulièrement forte pour les céréales, moins pour le bétail, tandis que les matières premières de l'industrie textile atteignent des prix considérables. La crise agraire est la plus accentuée aux Etats-Unis et dans quelques colonies anglaises. Mais aussi l'agriculture continentale, surtout celle des pays protégés avant la guerre par de fortes taxes protectionnistes (Allemagne, Tchécoslovaquie, Italie et France), en souffre considérablement ;

17° La cause de ce phénomène n'est pas une surproduction absolue. Bien que la population du globe se soit fortement accrue au cours des dernières dix années, malgré la guerre mondiale, la surface ensemencée et la production agricole sont moins élevées qu'avant la guerre.

La cause doit être recherchée avant tout dans la crise générale du capitalisme. Le chômage permanent et la diminution des salaires réels réduisent la consommation alimentaire. (En Allemagne, par exemple, la consommation annuelle de blé est tombée par habitant de 239 kilos en 1913 à 150 kilos en 1923 ; la consommation de viande de 46 à 25 kilos). D'autre part, le capital groupé en cartels, trusts, « Konzerns » monopolisateurs, empêche plus que jamais une réduction des prix industriels, seul moyen de diminuer l'écart. Le pouvoir d'achat de la population agricole se trouvant réduit partout, la crise agraire accentue ainsi à son tour la crise des pays industriels d'Europe.

### La crise de la politique économique

*Autonomie économique ou intégration internationale, protectionnisme ou libre-échange, inflation et déflation, dettes interalliées*

18° Le capitalisme s'est montré incapable de résoudre les grands problèmes économiques internationaux.

Tous les Etats, à l'exception de l'Angleterre, s'efforcent de se suffire à eux-mêmes. Des tarifs douaniers très élevés, des interdictions d'importation et d'exportation entravent les échanges internationaux. Les pays autrefois agricoles et producteurs de matières premières, tant les Etats indépendants que les colonies anglaises (y compris les Indes), s'efforcent de protéger leur industrie nouvellement éclosée par des barrières douanières. Les petits Etats de l'Europe balkanisée se ferment les uns aux autres. Outre les rivalités économiques de la bourgeoisie, la question des préparatifs de guerre joue un rôle prédominant : chaque Etat s'efforce de produire à l'intérieur de ses frontières la plus grande part possible des objets nécessaires pour mener la guerre. Comme contre-tendance en face de cet isolement, nous voyons de plus en plus une subordination économique de l'Europe continentale à l'influence anglo-américaine ;

19° Jusqu'ici l'Angleterre fait exception. La tentative de la Conférence de l'Empire britannique pour former, à l'aide de tarifs d'exception réciproques, un Empire britannique se suffisant à lui-même, a échoué partiellement grâce à la résistance des colonies, qui ne veulent pas sacrifier leur jeune industrie à l'Angleterre. Mais elle a échoué aussi à cause de la nécessité qui en serait résulté d'imposer l'importation des produits comestibles, d'où nécessité d'élever les salaires et diminution de la capacité de concurrence de l'industrie anglaise sur le marché mondial. C'est pourquoi la bourgeoisie anglaise s'en tient pour le moment au libre-échange, tandis que l'Empire marche rapidement à sa ruine, à cause du détachement progressif des colonies à population d'origine anglaise et au mouvement révolutionnaire des peuples coloniaux opprimés ;

20° La bourgeoisie s'est montrée également incapable de résoudre le chaos monétaire. Il semble que dans certains Etats d'Europe, en Allemagne, en Pologne, en Autriche, avec une dépression sans exemple dans l'histoire, on soit arrivé pour le moment à stabiliser la monnaie à un niveau très bas, quoique cette stabilisation repose sur une base économique très faible. D'un autre côté plusieurs monnaies jusqu'ici stables — le yen, la peseta, la couronne norvégienne ou danoise — commencent à entrer dans le processus de dépression. Le franc français a pendant un mois accusé des oscillations de 50 %. La livre sterling qui, au commencement de cette période, avait atteint la parité de l'or moins 3 ou 4 %, a de nouveau un désagio de 10 %. Tous les projets de création de monnaie stable ont échoué devant le conflit des intérêts entre classes diverses de chaque pays ou entre bourgeoisies de différents pays ;

21° Les différentes catégories de la bourgeoisie ne peuvent pas adopter une politique commune au sujet du change. Théoriquement tout le monde est d'accord que la stabilisation de toutes les monnaies au niveau actuel serait très favorable pour le capitalisme. Mais la bourgeoisie des pays à monnaie stable regarde avec envie et crainte la bourgeoisie des pays (en premier lieu l'Allemagne) qui, par une dépréciation extraordinaire, ont été libérés de leurs dettes publiques et n'ont plus à nourrir, aux dépens de la production, une classe de rentiers. Des milieux influents de la grande bourgeoisie travaillent en Angleterre et en France en faveur d'une inflation, qui les mettrait sur un pied d'égalité avec la concurrence allemande ;

22° Le problème des dettes interalliées reste jusqu'ici insoluble. Il n'y a que l'Angleterre qui ait commencé le paiement des intérêts et l'amortissement de sa dette envers l'Amérique. Mais l'expérience montre que cette solution est également nuisible à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Elle augmente la réserve d'or complètement inutile des Etats-Unis, diminue la capacité d'achat de l'Angleterre pour les marchandises américaines et entrave la stabilisation de la livre. L'annulation réciproque des dettes se heurte à de profondes contradictions et rivalités pour l'hégémonie politique entre les différentes puissances de l'Entente.

### La question de réparations et les conflits internationaux. — La situation en Russie soviétique

*La question des réparations reste insoluble*

La tentative faite par l'Allemagne pour payer les réparations en monnaie étrangère sans se sou-

cier des répercussions sur le cours du mark a ébranlé de fond en comble la monnaie allemande et toute l'économie capitaliste. Les antagonismes sociaux en Allemagne ont été tellement accrus que le danger de révolution sociale ou de coup d'Etat nationaliste était devenu imminent ;

23° La rivalité des grandes puissances impérialistes pour l'hégémonie politique : France, Angleterre, Etats-Unis, ainsi que l'opposition aiguë des différentes classes au sein de chacun de ces Etats ont empêché jusqu'à ces derniers temps toute tentative d'intervention concertée dans la question des réparations ;

24° Le plan de l'industrie lourde et des militaristes de France prévoyait l'annexion politique et économique de la rive gauche du Rhin et du bassin de la Ruhr ; la séparation de l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord ; l'extension de l'hégémonie continentale française sur l'Allemagne ainsi morcelée ; la possession par l'industrie française du charbon et du coke nécessaires ainsi que d'un débouché en Allemagne pour ses produits métallurgiques.

Cette solution aurait fait de l'Allemagne une colonie française. La supériorité militaire de la France par rapport à l'Angleterre et son armement plus perfectionné (sous-marins, aviation) auraient encore été consolidés par l'annexion de la Ruhr et de ses grandes usines chimiques. L'occupation violente et l'opération de rapine de la Ruhr étaient une tentative pour réaliser ce programme impérialiste ;

25° La supériorité militaire momentanée de la France mettait l'Angleterre hors d'état de s'opposer par la force à ce plan impérialiste. L'Angleterre se contenta de maintenir l'Allemagne dans sa résistance passive, dans l'espoir que les deux adversaires sortiraient tellement affaiblis de la lutte économique, qu'ils seraient obligés de se soumettre tous les deux aux conditions dictées par l'Angleterre ;

26° L'Angleterre appréhende également la restauration économique de l'Allemagne et la prédominance militaire de la France. Une réduction des charges des réparations ferait reparaître la concurrence allemande, sa plus dangereuse rivale sur le marché mondial. Du point de vue économique, la guerre serait ainsi perdue pour l'Angleterre. C'est pourquoi la politique anglaise ne veut nullement libérer l'Allemagne du fardeau des réparations, mais au contraire l'asservir économiquement afin de l'empêcher de tomber sous l'hégémonie impérialiste de la France ;

27° La bourgeoisie des Etats-Unis, par suite de la période de prospérité, n'a pas eu besoin de s'immiscer dans les affaires européennes. Le fait que cette période de prospérité a pu se manifester, malgré l'état chaotique de l'Europe, était une raison de plus pour s'isoler de l'Europe malade. En faveur d'une participation à la solution de la question des réparations, c'est-à-dire au pillage du prolétariat allemand, se déclarèrent les groupes suivants : une partie de la bourgeoisie industrielle qui, par crainte de la contagion communiste, voulait éviter le contact des immigrants avec les ouvriers américains corrompus par Gompers et Cie, et exploiter la classe ouvrière européenne et particulièrement la classe ouvrière allemande non pas en Amérique en tant qu'immigrants, mais en Allemagne même ; le capital bancaire et en premier lieu le trust Morgan qui voulait accorder de larges emprunts et obtenir le contrôle de toute l'industrie métallurgique allemande ; enfin les paysans, qui attendaient d'un assainissement de l'Al-

Allemagne et de l'Europe une hausse des produits de consommation. La fin de la phase de prospérité et la nécessité d'écouler sur le marché mondial les produits américains ranime l'intérêt du capital américain pour les affaires de l'Europe. La participation à l'exploitation de l'Allemagne paraît maintenant plus désirable à la bourgeoisie américaine ;

28° La guerre de la Ruhr s'est terminée par la capitulation de l'Allemagne, après que la bourgeoisie allemande, au lieu de consentir aux sacrifices, eut profité de la résistance passive pour s'enrichir en pillant le trésor public. Les grands industriels de la Ruhr et du Rhin ont été contraints par la France à accepter les lourdes charges des contrats avec la M.I.C.U.M., moyennant quoi ils s'assuraient le concours des autorités d'occupation pour l'exploitation renforcée des ouvriers. Poincaré avait enfin en mains les « gages productifs » si souvent réclamés.

Mais la France s'est montrée trop faible pour profiter de la victoire. La chute rapide du franc au printemps 1924 l'a forcée à recourir à l'aide du capital bancaire anglais et américain. Elle dut renoncer à la solution « française » de la question des réparations et au morcellement de l'Allemagne et se résigner à une nouvelle solution internationale répondant aux intérêts de l'Angleterre et de l'Amérique. La victoire du bloc des gauches aux élections montre que les petits-bourgeois et les paysans français désirent avant tout une reprise du franc et non une politique impérialiste ;

29° *Le rapport des experts* constitue une tentative de la bourgeoisie des puissances impérialistes pour arriver à une solution commune de la question des réparations. Ce rapport exclut l'Allemagne du nombre des Etats indépendants et la place sous la surveillance financière et économique de l'Entente.

Le système exposé dans ce rapport, en ce qui concerne le paiement des réparations, doit protéger le mark contre une nouvelle chute et l'Europe contre le danger d'une révolution prolétarienne. La métallurgie française recevra le combustible nécessaire. Le contrôle de la politique de crédit, des impôts et des finances de l'Allemagne protégera les pays industriels de l'Europe occidentale contre toute concurrence stratégique.

La question des réparations est objectivement insoluble. Le capitalisme de l'Entente n'est pas en mesure de trouver une forme sous laquelle il puisse, sans de graves inconvénients pour lui-même, percevoir les réparations de l'Allemagne. Il se contente d'asservir l'industrie allemande.

Au lieu de la conquête de nouveaux marchés, ce qui indiquerait un progrès du capitalisme et une capacité croissante de production, nous voyons ici clairement une tentative d'entraver violemment la production d'un des grands pays capitalistes ;

30° La situation économique et politique de l'Union des Républiques soviétiques s'est remarquablement affermie. Etant donné la crise de débouchés des pays industriels européens, le marché russe acquiert une signification particulière. Cette considération et aussi la rivalité politique des puissances impérialistes forcent tous les Etats les uns après les autres à entrer en rapport politiques et économiques avec la Russie. Le front unique du capital qu'on avait essayé d'établir à Gènes et à La Haye s'est brisé. L'espoir que les Républiques soviétiques, en conservant extérieurement le système soviétique, se laisseraient en fait réduire à une colonie de l'Entente a été détruit par l'énergique résistance du gouverne-

ment des Soviets. Par suite, malgré l'intérêt économique que la bourgeoisie a au marché russe, une nouvelle intervention contre la Russie n'est aucunement exclue.

La bourgeoisie anglaise et américaine inclinait à confier la besogne de combattre l'Union Soviétique avant tout à la bourgeoisie allemande, si toutefois une solution temporaire de la question des réparations pouvait être obtenue. Mais la crainte de la bourgeoisie française devant un armement de l'Allemagne est trop grande. Cela rend très difficile l'établissement d'une ligne de conduite commune ;

31° Mais la crise du capitalisme peut s'aggraver au point que la bourgeoisie de l'Entente ne trouve plus d'autre issue pour réfréner le mouvement révolutionnaire que de s'engager dans une nouvelle guerre soit contre la Russie soviétique, soit entre puissances de l'Entente. Malgré toutes les assurances de paix, malgré le traité de Washington, les armements meurtriers pour faire la guerre sur terre, sur la mer, sous la mer et dans l'air avec des gaz asphyxiants et des bacilles. Malgré la Société des Nations, malgré les perpétuelles assurances de paix, malgré le Gouvernement travailliste en Angleterre et le bloc des gauches en France, la bourgeoisie de tous les pays poursuit les préparatifs de guerre. L'expérience montre que dans ces conditions la guerre peut éclater « d'elle-même ». Guerre impérialiste seule alternative.

### L'exacerbation des conflits sociaux

32° Le processus de la concentration et de la centralisation des moyens de production, de la formation des cartels et des trusts se développe rapidement dans la période actuelle du déclin du capitalisme. Bien que dans beaucoup de pays la richesse réelle diminue, la part des capitalistes les plus puissants devient toujours plus grande. L'abîme entre le petit groupe de capitalistes contrôlant des trusts et les couches moyennes et petites-bourgeoises s'élargit de plus en plus. Le nombre des petits bourgeois tombant en dépendance et devenant la proie du capitalisme augmente toujours ;

33° Dans les pays à monnaie dépréciée la petite-bourgeoisie se trouve expropriée de ses biens au profit de la grande-bourgeoisie. Les rentiers ont disparu. Le capital investi dans les emprunts dans les obligations des villes ou de l'industrie est complètement perdu. Les épargnes, les assurances sur la vie, les pensions de vieillesse, tout est dévoré par l'inflation.

L'expropriation de la petite-bourgeoisie s'est poursuivie de la façon suivante : dans la période d'inflation, elle a vendu les marchandises au-dessous du prix de rachat et, tout en paraissant s'enrichir, elle allait au-devant de sa ruine.

Le revenu des professions libérales des fonctionnaires et des employés est tombé considérablement au-dessous du niveau d'avant-guerre et se rapproche de celui du prolétariat. Des catégories, qui autrefois jouissaient d'un niveau élevé d'existence et vivaient en partie du travail d'autrui, se trouvent ainsi déclassées. Les uns ont été poussés dans le mouvement fasciste, les autres ont grossi les bataillons du prolétariat révolutionnaire ;

34° La crise agraire ruine des millions de paysans et de fermiers, les réduit à l'endettement et

les rejette dans le prolétariat. La fidélité aveugle de la paysannerie au régime capitaliste commence à devenir hésitante. L'union du prolétariat avec les éléments travaillant de la paysannerie contre le capitalisme et la grande propriété foncière, union qui trouve son expression politique dans le mot d'ordre : « Gouvernement ouvrier et paysan », gagne de plus en plus, grâce à la crise agraire, les sympathies de la paysannerie laborieuse ;

35° L'offensive du capital contre la classe ouvrière se poursuit par tous les moyens. Le salaire réel est diminué et le conflit des classes se trouve ainsi exaspéré. D'un autre côté, le capital essaie d'accuser les différences dans les salaires, de créer une aristocratie ouvrière aux dépens des ouvriers non qualifiés ou des apprentis, de favoriser les hommes aux dépens des femmes et des jeunes gens afin de briser la résistance de la classe ouvrière ;

36° L'appauvrissement de la petite-bourgeoisie urbaine, les graves dommages que subit la paysannerie à cause de la crise agraire, rendent hésitantes toutes ces classes qui acceptaient sans mot dire, en temps normal, la direction des classes dominantes. L'expression de cette hésitation est, entre autres, le renforcement du mouvement populiste en Allemagne, les succès du Bloc des gauches en France, du parti travailliste en Angleterre. Dans le prolétariat lui-même, le passage des éléments les plus conscients des rangs de la social-démocratie au Parti communiste reflète l'exacerbation des conflits. L'interdiction de l'immigration en Amérique ferme la dernière soupape de sûreté que l'émigration offrait au capitalisme européen et active la fermentation révolutionnaire sur le continent.

### Perspectives

La crise continue. La période de prospérité aux Etats-Unis est demeurée un phénomène isolé. La crise industrielle chronique dans les grands pays capitalistes européens, la crise agraire dans le monde entier, sont les formes principales de cette crise.

Pour l'avenir prochain, il faut compter aux Etats-Unis avec une phase de crise qui vient de s'annoncer avec une violence inouïe. La crise prolongée des pays industriels européens, au cas où il se produirait une tentative sérieuse pour appliquer le rapport des experts, pourrait dégénérer en une nouvelle crise aiguë, s'étendant simultanément à tous les pays européens.

Les vues des théoriciens social-démocrates (Hilferding), d'après lesquelles le capitalisme aurait surmonté la crise d'après-guerre et se trouverait à la veille d'une grande période de prospérité mondiale, sont absolument sans fondement. Une telle conception rend seulement service à la bourgeoisie ; elle a pour but de tenir les couches ouvrières encore hésitantes loin du mouvement révolutionnaire communiste ;

38° L'avenir prochain produira de nouveaux combats acharnés entre le capital et le prolétariat, lequel n'aura pas seulement à repousser les attaques du capital, mais aussi à reconquérir ses positions antérieures. Le capital, dans la période de déclin de l'économie capitaliste, est objectivement incapable de satisfaire les revendications du prolétariat. Ces luttes se déroulent à un moment où la petite-bourgeoisie et la paysannerie traversent une crise douloureuse et ne peuvent plus constituer pour la bourgeoisie des alliés sûrs et fidèles, quand bien même une partie (fascistes) s'engagerait comme avant-garde contre le prolétariat. La dis-

location politique des couches moyennes et leurs hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat donnent au prolétariat de grandes chances de succès, si le Parti communiste réussit à transformer les luttes économiques, en les élargissant, en luttes politiques ;

39° La période actuelle de déclin du capitalisme aboutira-t-elle à la chute de la bourgeoisie ou à une nouvelle consolidation, relativement durable, de sa domination ? Cela dépend dans une large mesure des Partis communistes, selon qu'ils seront en état ou non d'exploiter les situations objectivement révolutionnaires qui se présentent. Sans une attaque décidée, acharnée et dévouée du prolétariat révolutionnaire, le régime des classes ne sera jamais détruit. De puissants mouvements du prolétariat sont à bref délai inévitables. Si nous arrivons à briser définitivement l'influence des partis social-démocrates et nationalistes ou fascistes sur le prolétariat, à mobiliser la majorité des fractions décisives du prolétariat sous la direction des Partis communistes en vue du combat pour le pouvoir, à faire entrer les paysans travailleurs, qui ont tant à souffrir de la crise agraire, dans une alliance de combat — notre lutte pour la prise du pouvoir sera couronnée de succès.

### Le Traité de Neuilly est-il annulé ?

Cette embarrassante question devrait être soumise à l'attention de MM. Herriot et Mac Donald. Le traité de Neuilly fixe l'effectif de l'armée bulgare à 20.000 hommes. Plus 10.000 hommes de police.

Il y a beau temps que les effectifs de l'armée bulgare doublent ce chiffre, et les puissances ne l'ignorent pas.

Et nous apprenons de bonne source que le gouvernement Tsankov procède à l'organisation et à l'armement d'un nouveau contingent de troupes qu'on dit fort de 6.000 hommes.

Il est vrai qu'il arme principalement contre son propre peuple.

Mais que devient le traité de Neuilly ?

*Les classes disparaîtront d'une façon aussi inévitable qu'elles se sont formées. En même temps que les classes disparaîtront, disparaîtra inévitablement l'Etat. La société, qui organise à nouveau la production sur le principe de l'association libre et égale des producteurs, relèguera la machine gouvernementale à la place qui lui convient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze.*

F. ENGELS.

*Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà abolies dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétariat est sans propriété ; ses relations de famille n'ont rien de commun avec celles de la famille bourgeoise ; le travail industriel moderne, qui implique l'asservissement de l'ouvrier par le capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouille le prolétariat de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont pour lui autant de préjugés bourgeois, derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois :*

K. MARX (1847).

# Contre le Proudhonisme

« On ne peut concevoir Lénine sans sa lutte contre les communistes de gauche, pas plus qu'on ne peut concevoir Marx sans sa lutte contre Proudhon », déclarait le camarade Zinoviev au 5<sup>e</sup> Congrès mondial. Sur ce point, tous les communistes sont d'accord, excepté M. Edouard Berth.

On sait qui est M. Edouard Berth. Disciple de Georges Sorel et partisan du syndicalisme dit « révolutionnaire », il adhéra avant la guerre, par haine de la démocratie, au monarchisme et à l'Action française. Avec Georges Valois, autre « syndicaliste », il fonda le Cercle proudhonien, où l'on exhortait le prolétariat, au nom du proudhonisme, à se rallier à la monarchie. Depuis la guerre, M. Edouard Berth a rompu avec l'Action française, devenue, dit-il, l'aile droite de la réaction bourgeoise (comme si elle avait jamais été ou pu être autre chose) et s'est rallié au bolchevisme et à la Révolution russe.

Nous saluerions cette adhésion si elle ne risquait d'introduire dans nos rangs des germes graves de confusion. Adhérer au bolchevisme, c'est adhérer au marxisme. Or, le marxisme est incompatible avec le proudhonisme. Il faut choisir entre les deux.

Tel n'est pas l'avis de M. Edouard Berth. Dans un article paru dans la revue *Clarté* (août-septembre 1924) et intitulé : *Lénine, qui est-ce ?* il prétend concilier Marx avec Proudhon et avec Bakounine. Lénine, déclare-t-il, c'est Marx bakouninisé, et par delà Bakounine, c'est aussi un peu « notre » Proudhon.

Nous pensons qu'il est nécessaire de réagir vigoureusement contre une telle confusion. Prétendre concilier Marx avec Proudhon, affirmer que Lénine est une synthèse de Marx et de Bakounine, c'est prouver qu'on ignore tout de Marx et de Lénine, c'est faire du marxisme et du léninisme une véritable caricature.

Il nous est impossible, dans les cadres de cet article, de nous livrer à une étude comparative, si courte soit-elle, du marxisme et du proudhonisme.

Nous nous contenterons, pour aujourd'hui, de rappeler que Marx était partisan d'une lutte politique des masses ouvrières, tendant au renversement du régime de production capitaliste et à l'instauration d'un régime de production communiste, excluant toute propriété des moyens de production. Proudhon, par contre, était opposé à toute lutte politique du prolétariat et préconisait la transformation progressive du régime de production actuel par l'accession de tous les travailleurs à la propriété privée, au moyen de réformes politiques, telles que l'organisation du crédit mutuel. En un mot, l'idéal de Marx était révolutionnaire, celui de Proudhon était réactionnaire.

D'autre part, alors que Marx soutenait la nécessité de la violence révolutionnaire, Proudhon était opposé à toute violence et à toute révolution. C'est ainsi que Marx défendit la Révolution de 1848, tandis que Proudhon la désapprouva. Faut-il s'étonner, dès lors, que Marx appelât Proudhon, dès 1847, un petit-bourgeois, ce qu'il était, en effet ?

En ce qui concerne Bakounine, nous nous contenterons de rappeler que, tout comme Proudhon, et contrairement à Marx, il préconisait, non pas un régime de production communiste, mais une

fédération de petites communautés, indépendantes les unes des autres. Il était opposé à toute forme de lutte politique, à l'exclusion de la lutte armée, et à plus forte raison, à toute espèce de lutte économique. Dira-t-on que c'est là la doctrine de Marx et de Lénine, et s'étonnera-t-on de la lutte farouche qui opposa Marx et Engels à Bakounine et aux proudhoniens au sein de la 1<sup>re</sup> Internationale, lutte qui amena la rupture et la mort de cette organisation ? Ou bien M. Edouard Berth prétendra-t-il que cette lutte et cette rupture ne furent que de simples malentendus historiques ?

On voit donc à quoi aboutit, en réalité, cette tentative de « conciliation » de Marx et de Proudhon, de Lénine et de Bakounine. A une épouvantable altération de la pensée de Marx et de celle de Lénine, à une effroyable confusion. Vouloir faire, au nom de la dialectique, la « synthèse » de théories contradictoires, c'est faire de la dialectique une simple caricature.

Nous reviendrons sur ce sujet. Nous montrerons une autre fois ce que vaut cette soi-disant philosophie proudhonienne et sorelienne, pour laquelle M. Edouard Berth professe une si profonde admiration. Nous montrerons comment M. Edouard Berth comprend le matérialisme historique, qui n'est pour lui qu'une simple théorie, et comment, en disciple fidèle de Proudhon, il travestit la dialectique hegelienne, qu'il confond avec opposition d'idées pures, combinaison de concepts abstraits.

Nous nous en tiendrons là pour aujourd'hui, en demandant à tous nos camarades de réagir vigoureusement contre la tentative esquissée par M. Edouard Berth d'introduire dans notre claire doctrine marxiste le confusionnisme proudhonien.

Marcel OLLIVIER.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS

|               | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois .....  | 7 »    | 8 »      |
| 6 mois .....  | 13 »   | 14 »     |
| 12 mois ..... | 26 »   | 28 »     |

Nos camarades sont priés d'adresser :

1<sup>o</sup> Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2<sup>o</sup> Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

# Le Gouvernement Travailleiste anglais et l'intervention en Chine

La presse impérialiste anglaise déplore, depuis plusieurs mois, le chaos grandissant en Chine et soutient la nécessité d'une intervention. Le *Times* s'est placé au premier rang dans cette campagne. Et nous voici devant deux faits sérieux.

Le gouvernement anglais, de concert avec les gouvernements français, américain et japonais, a menacé Pékin d'intervenir dans la lutte qui met aux prises, pour la possession d'un arsenal situé près de Shangai, les gouverneurs des provinces Tsché-Kiang et Kiang-Tsu. A la même heure, les canons des croiseurs anglais menacent le gouvernement de Canton, présidé par Sun-Yat-Sen, si ce dernier se permet de combattre le général Tchen-Vin-Pap, agent anglais.

Dans la Chine Centrale, les puissances impérialistes prétendent s'opposer aux aventuriers militaires. Le général Ou-Pei-Fou a réussi à imposer sa domination à la partie la plus riche de la Chine et à former une armée relativement forte qui, l'an dernier, a battu le gouverneur du nord, Tohang-So-Lin. Les généraux-gouverneurs ne sont, en réalité, que les représentants du pouvoir de la bourgeoisie indigène sur les classes paysannes. Leur domination, comme toute domination de classe, repose sur la force. Ils achètent leurs armes en Europe et en Amérique. L'achat de 70 canons (et de 30.000 fusils) en Italie, par Ou-Pei-Fou, a fait scandale il y a peu de temps. M. Pensonby s'est expliqué à la Chambre des Communes sur un achat d'armes pour la Chine, fait en Angleterre et dont le montant s'élevait à 20.000 dollars. Les puissances impérialistes soutiennent volontiers le gouverneur chinois contre un autre pour empêcher la réalisation de l'unité nationale.

Les Japonais soutiennent Tchan-So-Lin, les Américains Ou-Pei-Fou. Les Américains misent maintenant sur le général chrétien Feng, gouverneur de la région de Pékin. Ainsi, l'indignation des puissances contre les méfaits des généraux est feinte. Mais envers Sun-Yat-Sen, elle est sincère. Le malheur de Sun-Yat-Sen est de s'être assimilé les idées libérales anglo-saxonnes qui induisent à la méconnaissance des classes et des forces militaires. Dans son ouvrage sur le *Développement international de la Chine*, paru en 1922 à Shangai, Sun-Yat-Sen, partisan du rapprochement avec les puissances européennes, esquisse un plan grandiose de développement économique de la Chine, avec l'aide d'un consortium financier international agissant sous l'égide de la Société des Nations. Dupe du pacifisme et de la démocratie, Sun-Yat-Sen a toléré la formation de corps volontaires bourgeois avec lesquels les Anglais tentent de le renverser à l'intérieur au moment où le général Tchen-Kou-Min, mercenaire britannique, l'attaque sur terre et où les croiseurs anglais le menacent sur mer.

Pourquoi les puissances impérialistes interviennent-elles maintenant en Chine ? Quelle est la cause de l'action anglo-américaine ? D'abord, l'affaiblissement du Japon par la catastrophe sismique. Avant le séisme, les Etats-Unis redoutaient le Japon, ce qui leur fit jouer le rôle de défenseur de la Chine à la Conférence de Washington où

ils promirent de tolérer l'augmentation des droits de douane et la restriction des privilèges des étrangers en Chine. L'impérialisme anglais était prudent pour la même raison. Ensuite, le mouvement national grandit en Chine et l'influence de la Russie Soviétiste s'y fait sentir. La reconnaissance de l'Union Soviétiste par le gouvernement de Pékin, entièrement dépendant des grandes puissances, a été une surprise. Plus surprenante encore a été la lutte pour cette reconnaissance, soutenue par les intellectuels qui font, en Chine, l'opinion publique et par tous les généraux influents : y compris Ou-Pei-Fou. Les chefs militaires ont ainsi montré qu'ils aspirent à représenter le mouvement national contre l'impérialisme.

A-t-on suffisamment apprécié la reconnaissance des Soviets par la Chine ? Ici, les puissances armées, riches, étendant sur toute la Chine leur influence commerciale, financière, diplomatique, journalistique. Là, l'Union Soviétiste, dépourvue de fonds de corruption, dont l'influence commerciale est minime, qui n'a pas de flotte de guerre dans les eaux chinoises. Et malgré cette disproportion de forces, les masses populaires de l'immense pays réclament avec tant de vigueur la reprise des relations avec la Russie révolutionnaire que la bureaucratie de Pékin doit s'incliner ! Les puissances ont compris.

Pourquoi commencent-elles leur offensive au Sud contre Sun-Yat-Sen ? Sun-Yat-Sen et son parti, le *Homindan*, gouvernent un territoire peuplé de 30 millions d'habitants et tiennent toutes les voies commerciales du Sud et du Sud-Ouest. Le port de Hong-Kong, occupé par les Anglais, est à peu de distance de Canton. Sun-Yat-Sen, tenant compte de l'expérience acquise depuis 1911, a compris que les *compradores* — c'est-à-dire la bourgeoisie commerçante indigène qui sert d'intermédiaire entre le capital étranger et les masses paysannes — ne pouvaient donner une base social au mouvement national démocratique. Il s'est mis à rechercher la sympathie des ouvriers, à les armer, à faire une politique de résistance à l'impérialisme. Des conférences de travailleurs de la Chine, du Pacifique et même de l'Océan Indien, se sont tenues à Canton. Le territoire du gouvernement du Sud est apparu aux yeux des Anglais comme celui du mouvement national ouvrier qu'il faut étouffer avant qu'il n'ait eu le temps de grandir. Et nous assistons à ce spectacle scandaleux : le gouvernement travailleiste anglais prend l'initiative dans la lutte contre le seul gouvernement tant soit peu démocratique de la Chine !

M. MacDonald, ministre socialiste du roi d'Angleterre, aurait pu se flatter, à Genève, d'avoir fait quelque chose pour le désarmement. Il a entrepris de désarmer le seul gouvernement démocratique de la Chine. Ce qu'il ne dit certainement à personne, c'est que c'est au profit de la bourgeoisie cantonnaise, dont les fils se pavent en uniformes anglais, armés de fusils anglais. Les prolétaires de la Grande-Bretagne le sauront quand même.

Karl RADEK.

# Les événements de Chine

## Une grande grève victorieuse à Canton. - Le mouvement « fasciste » chinois. Action nationale et lutte de classes

Les télégrammes, reçus de Canton le 19-20 août, révélaient dans cette métropole chinoise une situation fort tendue : nouveau sursaut de la grève des ouvriers et des employés au quartier des étrangers, privant ceux-ci de tout ravitaillement, solidarité diplomatique de Pékin demandant de permettre et faciliter le transport des armes destinées à la self-défense des riches.

La grève qui vient de se rallumer dure déjà plus d'un mois. Elle a éclaté à la suite de la décision du corps consulaire interdisant aux Chinois, dépourvus de permis spécial, la circulation dans le quartier des étrangers après 9 heures du soir. Les ouvriers et employés chinois, habitant ce quartier, cessèrent aussitôt le travail en exigeant l'abrogation de cette réglementation, le rappel du Consul britannique qui en était l'inspirateur et la transmission de la police du quartier des étrangers aux autorités chinoises. A partir du 15 juillet, premier jour de grève, pas un Chinois n'a mis le pied sur le territoire interdit. Les syndicats cantonnais ont réalisé le blocus complet des étrangers, privant ceux-ci de tout ravitaillement. La solidarité des grévistes a fini par l'emporter et les étrangers ont cédé, consentant à l'abrogation du règlement de la circulation. Nous ne savons pas exactement quel nouvel incident a rallumé la lutte.

Pourquoi cette grève se produit-elle à Canton, alors que des règlements plus humiliants encore sont en vigueur dans presque toutes les grandes villes de Chine ? Le soldat jaune n'a pas le droit de se promener sur l'enceinte fortifiée de Pékin. A Shanghai, les jaunes n'ont pas le droit de s'asseoir sur les bancs du jardin public, lesquels portent l'inscription : « réservé aux étrangers ».

Mais ailleurs qu'à Canton, l'opinion publique chinoise ne réagit pas, en raison de la puissance de l'appareil policier des étrangers, composé de nombreux détachements hindous et autres. Le centre du mouvement national révolutionnaire est à Canton. Le Comité central du Parti *Homindan* est à Canton ; les syndicats ouvriers y sont fortement organisés, le Parti communiste est actif. Canton est plus indépendant de l'étranger que les autres grandes villes de Chine.

La grève actuelle de Canton peut être comparée à celle des marins du sud de la Chine de janvier 1922, qui fut économique d'abord et nationale ensuite, les étrangers ayant tenté de la briser. La solidarité procura aux ouvriers une victoire totale. Depuis 1922, la conscience révolutionnaire des travailleurs du sud de la Chine s'est développée ; le *Homindan*, auquel adhère le P. C. chinois, s'est assigné des objectifs positifs. Si, en 1922, la bourgeoisie cantonnaise voyait avec sympathie la lutte des marins contre les Compagnies étrangères de navigation, son attitude est aujourd'hui différente. C'est que la lutte des classes ressort avec un relief de plus en plus saisissant sur le fond du mouvement national. La bourgeoisie cantonnaise s'arme. Pourquoi ? Pour combattre Sun-Yat-Sen et le mouvement révolutionnaire du Sud.

Le gouvernement national révolutionnaire du Sud prend des mesures contre cette bourgeoisie. Il édicte des taxes sur le commerce et la propriété foncière. La bourgeoisie tente de créer ses organisations de classe. La grosse bourgeoisie du Sud se prépare ouvertement à « se défendre elle-même ». Depuis plusieurs mois existe à Canton un corps de jeunes volontaires recrutés principalement parmi les fils des commerçants de la ville. Le *Peking Leader*, organe de la Légation américaine, relate en termes lyriques une revue de ce corps. Citons-le :

« Par leur équipement, leur discipline et leur tenue, les fascistes cantonnais ont fait l'étonnement des militaires étrangers... »

Ce mouvement réactionnaire chinois est inspiré par un gros commerçant disposant d'un capital de plusieurs dizaines de millions de dollars, classé parmi les agents de la puissante banque anglaise *Hong-Kong Shang-Hai*. Un bateau norvégien vient d'apporter des armes à la bourgeoisie cantonnaise. Les intérêts de classe des capitalistes chinois les obligent ainsi à se coaliser déjà avec le capital étranger. Ce fait ne passera pas inaperçu de la population ouvrière.

Dans sa première phase, la grève de Canton a été une victoire indiscutable du prolétariat chinois sur les capitalistes étrangers et indigènes. C'est un indice remarquable du développement du mouvement étranger révolutionnaire en Chine méridionale.

M. MIKHAILOV.

## LIBRAIRIE DE L'HUMANITE

120, rue Lafayette

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

|  |      |
|--|------|
| N. Lénine : La Révolution Proletarienne..            | 4 »  |
| — La Maladie Infantile du Communisme .....           | 4 »  |
| — L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme..... | 3 50 |
| — Sur la Route de l'Insurrection                     | 5 »  |
| L. Trotsky : Terrorisme et Communisme..              | 7 »  |
| — Nouvelle Etape.....                                | 4 »  |
| — Entre l'Impérialisme et la Révolution .....        | 4 »  |
| — 1905 .....   | 15 » |

Le Gerant : R. PELLANGER.



TRAVAIL EXECUTE  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUES

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur